Kampuchéa démocratique et crimes de genre : Analyse de l'approche des chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens vis-à-vis des violences sexospécifiques

Sandy Camlann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/1165>

DOI : 10.4000/revdh.1165

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Sandy Camlann, « Kampuchéa démocratique et crimes de genre : Analyse de l'approche des chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens vis-à-vis des violences sexospécifiques », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 7 | 2015, mis en ligne le 22 mai 2015, consulté le 08 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/1165> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.1165>

UNIVERSITÉ DE PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE

UFR Droit & Science politique

Année universitaire 2013 / 2014

Master 2 Droits de l'Homme

KAMPUCHÉA DÉMOCRATIQUE ET CRIMES DE GENRE :

ANALYSE DE L'APPROCHE DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES
TRIBUNAUDX CAMBODGIENS VIS-À-VIS DES VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES

Mémoire préparé sous la direction de Mme Marina Eudes, Maître de Conférences
Présenté et soutenu publiquement pour l'obtention du Master 2 Droits de l'Homme par
Sandy Camlann

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans le mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements et dédicaces

Je tiens, en premier lieu, à adresser mes remerciements les plus sincères à ma famille et mes proches pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée ces derniers mois, et plus largement, pour leur soutien inconditionnel tout au long de mes cinq années de droit.

Je remercie également ma directrice de mémoire, Madame Marina Eudes, pour m'avoir épaulé dans la recherche d'un stage et pour avoir guidé mes réflexions dans la rédaction de ce mémoire.

Je tiens enfin à remercier, tout particulièrement, Madame Kristin Rosella, pour m'avoir permis d'intégrer son équipe et pour la confiance qu'elle m'a accordée pendant ces trois mois passés au Cambodge.

Table des abréviations

- Accord ONU-GRC : Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement Royal du Cambodge pour la poursuite conformément au droit cambodgien, des auteurs des crimes commis pendant la période du Kampuchéa démocratique du 6 juin 2003
- APRONUC : Autorité Provisoire des Nations unies pour le Cambodge
- BCJI : Bureau des co-juges d'instruction aux Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens
- BCP : Bureau des co-procureurs aux Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens
- CEDEF : Convention pour l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes de 1979
- CETC : Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens
- Conseil de sécurité : Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies
- Constitution : Constitution du Royaume du Cambodge
- CPI : Cour pénale internationale
- CSS : Chambre de la Cour Suprême aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens
- ONG : Organisation non gouvernementale
- ONU : Organisation des Nations Unies
- PCK : Parti communiste du Kampuchéa
- Secrétaire Général : Secrétaire Général des Nations Unies
- TSSL : Tribunal spécial pour la Sierra Leone
- TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda
- TPIY : Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie

Introduction Générale

TITRE I. CONSIDÉRATIONS PRÉALABLES À L’ACTION DES CETC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES

Chapitre 1. Les obstacles liés aux conceptions nationales : Idéologie Khmère rouge et mœurs populaires

Chapitre 2. Les obstacles liés à la compétence des CETC et à la singularité des crimes sexuels

TITRE II. LA RECONNAISSANCE PARTIELLE DES VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES

Chapitre 1. Une approche différenciée : Mariage forcé et viol marital vs. viol hors mariage

Chapitre 2. Développements récents et perspectives de la répression des violences sexospécifiques

Conclusion générale

« We have to give rape a history, in order to deny it a future »

Margot Wallström,

Ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général

pour la violence sexuelle dans les conflits.

A l'occasion d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la
thématique des Femmes, de la Paix et de la Sécurité.

New York, 23 Février 2012.

Introduction générale

« Donner au viol une histoire pour lui nier un futur ». De tout temps, le viol fut perçu par les soldats comme faisant partie du butin de la guerre, au point que l'on pourrait aller jusqu'à affirmer que guerre et viol ont longtemps été indissociables¹. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la violence sexuelle fut très largement employée, aussi bien par les puissances de l'Axe que par le camp des Alliés. Les forces de l'armée impériale japonaise n'hésitaient pas par exemple à réduire en esclavage sexuel les femmes originaires de pays occupés ou ennemis. Pour autant, ces questions ne suscitèrent que très peu d'intérêt lors des procès de Nuremberg et Tokyo². Avec le développement du droit international et notamment du droit international humanitaire au XXème siècle, la violence sexuelle a progressivement été envisagée comme un crime et non plus comme une fatalité, une conséquence, certes malheureuse mais inévitable, voire incontournable de la guerre. Ces dernières années, nombreuses ont été les initiatives visant à attirer l'attention sur la situation des femmes en temps de conflit armé, mais également sur la situation des femmes en temps de paix, et plus précisément les discriminations dont elles font l'objet.

S'intéresser aux violences sexuelles sans aborder la question des discriminations signifierait faire une impasse ; les deux questions apparaissant en effet indissociables, que l'on se situe en temps de paix ou de conflit. A l'origine des violences sexuelles, ou plus largement de tout type de violence exercée à l'égard des femmes, réside un rapport d'inégalité entre hommes et femmes ; la société ayant initialement attribué aux premiers le rôle de dominant et aux secondes celui de subordonnée. Ainsi, comme l'explique une étude du Secrétaire Général des Nations Unies (ci-après : « Secrétaire général ») dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes, « *les causes particulières de cette violence et les facteurs d'aggravation des risques qu'elle survienne s'enracinent dans le contexte plus large de la discrimination sexiste systémique à l'égard des femmes et d'autres formes de subordination* »³. Cette violence perpétrée contre les femmes a des conséquences multiples, affectant aussi bien leur santé physique que mentale, voire même leur situation économique. Mais, cette violence, en ce qu'elle vient perpétuer l'emprise exercée par l'homme sur la

¹ ASKIN, Kelly D., « Holding leaders accountable in the International Criminal Court (ICC) for gender crimes committed in Darfur », *Genocide Studies and Prevention*, vol. 1 (1), Juillet 2006, p.14 : « *The literature is so replete with depictions of rape during war that it is exceptional to read in detail about one (war) without reading about the other (rape)* ».

² ASKIN, Kelly D., « A Decade of the Development of Gender Crimes in International Courts and Tribunals: 1993 to 2003 », *Human Rights Brief*, Vol.11 (3), 2004, p.16.

³ Rapport du Secrétaire général, Étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, A/61/122/Add.1, 6 juillet 2006, p.31.

femme, constitue également un « *mécanisme de perpétuation* » des discriminations⁴. En cela, on peut affirmer que la violence à l'égard des femmes est « *à la fois une cause et une conséquence de la discrimination à leur égard* »⁵. Pour ces raisons, il ne fait aucun doute que l'existence de discriminations fondées sur le sexe constitue un facteur de risque pour les femmes lorsqu'un conflit éclate. Ces discriminations, poussées à leur paroxysme pendant le conflit, résultent le plus souvent en la commission de viols et autres violences à grande échelle.

L'élimination des discriminations fondées sur le sexe, et des stéréotypes de genre de manière générale, constitue par conséquent un préalable à l'éradication des violences sexuelles; d'où l'adoption, entre autres choses, d'une Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1979 (ci-après : « CEDEF »). Outre cette convention pensée à l'origine pour aborder les discriminations en temps de paix⁶, nombreux sont les acteurs de la scène internationale venus affirmer la nécessité de lutter contre les violences sexuelles en temps de conflit armé. Dans cette optique, certaines des résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (ci-après : « Conseil de Sécurité ») méritent d'être mentionnées. La résolution 1325 passée en 2000 reconnaît la nécessité d'impliquer les femmes dans la prévention et la résolution des conflits et demande notamment à toutes les parties à un conflit armé « *de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violence dans les situations de conflit armé* »⁷. Huit ans plus tard, avec l'adoption de la résolution 1820⁸, le Conseil de Sécurité vient pour la première fois envisager l'utilisation de la violence sexuelle en temps de conflit armé comme une tactique de guerre susceptible de mettre en péril la paix et à la sécurité internationales. Enfin, la résolution 2106⁹, adoptée en 2013, vient pour sa part réaffirmer la nécessité pour les Etats de faire davantage d'efforts pour lutter contre la violence sexuelle dans les conflits, en veillant notamment à ce que leurs législations permettent la poursuite effective de ces crimes. Les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie (ci-après : « TPIR » et « TPIY ») ont pour

⁴ *Ibid.* p.14.

⁵ *Ibid.* p.121.

⁶ La convention elle-même ne fait pas mention des conflits armés. La recommandation Générale n°30 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes vient délimiter l'application de la Convention dans les situations de conflit et post-conflit. Voir Recommandation Générale No.30 sur les femmes dans la prévention des conflits et dans les situations de conflit et d'après-conflit, UN Doc. CEDAW/C/GC/30, 18 octobre 2013.

⁷ Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution S/RES/1325 (2000), 31 octobre 2000, § 10.

⁸ Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution S/RES/1820 (2008), 19 juin 2008

⁹ Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution S/RES/2106 (2013), 24 juin 2013.

leur part largement contribué au façonnement d'une jurisprudence internationale sur les crimes liés au genre, qualifiant à tour de rôle le viol de crime contre l'humanité¹⁰, de crime de guerre¹¹, d'acte de génocide¹² ou encore d'acte de torture¹³. Ces développements furent par la suite intégrés dans le statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale (ci-après : « CPI ») qui demeure à ce jour le traité international le plus abouti en la matière, incluant notamment le crime contre l'humanité de persécution pour des motifs sexistes¹⁴.

Les termes de « violences sexospécifiques » (ou « violences liées au genre ») et violences sexuelles ont jusqu'ici été utilisés de manière interchangeable. Aux fins de cette étude, il convient désormais de les définir avec plus de précision. Les violences sexospécifiques couvrent par définition un terrain plus large que les violences sexuelles. Comme l'explique le Consortium sur la Santé Reproductive dans les Situations de Crise¹⁵, les violences sexuelles sont une forme de violence liée au genre : « *La violence sexo-spécifique est un terme général désignant tout acte perpétré contre la volonté d'une personne, dans le but de lui nuire et résultant d'inégalités de pouvoir provenant des rôles spécifiques au sexe. [...] La violence peut être physique, sexuelle, psychologique, économique ou socioculturelle* »¹⁶. La violence sexuelle est elle définie comme « *tout acte sexuel, tentative d'obtenir des faveurs sexuelles, commentaires ou avances sexuels non désirés, ou actes de trafic de la sexualité d'une personne, utilisant la coercition, la menace de sévices ou de recours à la force physique par toute personne, quelle que soit sa relation avec la victime et dans n'importe quelle situation y compris mais sans exclure le domicile et le travail* »¹⁷.

¹⁰ TPIR, Chambre de première instance I, *Le Procureur c. Jean Paul Akayesu*, Affaire n° ICTR-96-4-T, Jugement, 2 septembre 1998; TPIY, Chambre de première instance, *Le Procureur c. Anto Furundzija*, Affaire n° IT-95-17/1-T, Jugement, 10 décembre 1998.

¹¹ TPIY, FURUNDZIJA, *op. cit.* ; TPIY, Chambre de première instance, *Le Procureur c. Zejnil Delalic et al.*, Affaire n° IT-96-21-T, Jugement, 16 novembre 1998 ; TPIY, Chambre d'appel, *Le Procureur c. Dragoljub Kunarac et al.*, Affaire n° IT-96-23 & IT-96-23/1-A, Arrêt, 12 juin 2002.

¹² TPIR, AKAYESU, *op. cit.*

¹³ TPIY, DELALIC, *op. cit.* ; TPIY, FURUNDZIJA, *op. cit.*

¹⁴ Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998, Art. 7 1) h).

¹⁵ Anciennement connu sous le nom de « Reproductive Health Response in Conflict Consortium » (Consortium sur la Santé Reproductive dans les Conflits).

¹⁶ RHRC Consortium, *Violences sexo-spécifiques: Manuel d'outils pour l'évaluation préliminaire, la conception, le suivi et l'évaluation de programmes en situations de conflit(s)*, New York, Février 2004, p.9.

¹⁷ Inter-Agency Standing Committee, *Directives en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire: Centrage sur la prévention et la réponse à la violence sexuelle dans les situations d'urgence*, Septembre 2005, p.8.

Avant de pouvoir aborder la question des violences sexospécifiques sous les Khmers rouges, il apparaît nécessaire de revenir brièvement sur le contexte historique au Cambodge et ce, afin de mieux comprendre la politique qui y fut mise en œuvre à partir de 1975¹⁸. Né à la fin des années 1940 alors que le Cambodge luttait pour s'émanciper du joug français¹⁹, le parti communiste du Kampuchéa (ci-après : « PCK », apparu sous des appellations diverses et multiples et dont les membres furent familièrement baptisés « Khmers rouges »²⁰, ne cessera par la suite de se développer et de gagner en puissance. Le 17 avril 1975, après une guerre civile qui dura près de cinq ans²¹, la capitale Phnom Penh tombe aux mains des Khmers rouges. Peu après leur prise de pouvoir, le Cambodge sera renommé « Kampuchéa démocratique »²². La politique du PCK, largement pénétrée par des influences marxistes et maoïstes, entendait réaliser le « super grand bon en avant »²³ via l'agriculture et ainsi faire de la société cambodgienne une société rurale et sans classes. Dans cette optique, les habitants des villes furent tout d'abord évacués vers les campagnes. Par la suite, monnaies, religions, écoles, propriété privée et autres institutions furent abolies et tout loisir interdit. La propriété privée abolie, nourriture et autres ressources sont devenues la propriété du nouveau gouvernement, gouvernement connu par la population sous le nom d'*Angkar Padevat*²⁴. Le plan quadriennal élaboré par le parti visait à ce que soit multipliée par trois la quantité de riz produite à travers le pays. Efficacité et rendement devinrent de ce fait les maîtres mots du régime. De plus, en vue d'asseoir son autorité et empêcher toute insurrection, *Angkar* entendait également régir l'ensemble des aspects de la vie quotidienne des cambodgiens, allant jusqu'à usurper le rôle traditionnel des parents et réduisant ainsi à néant le modèle traditionnel de la structure familiale khmère. Les individus furent en somme privés de leurs droits les plus élémentaires. Ceux qui contrevenaient aux règles étaient le plus souvent arrêtés, soumis à la torture et finalement exécutés.

¹⁸ Pour un récit complet de la période Khmère rouge, voir de manière générale les ouvrages suivants : BECKER, Elizabeth, *When the War was Over – The Voices of Cambodia's Revolution and its People*, Simon and Schuster Inc., 1986; CHANDLER, David, *A History of Cambodia*, Westview Press, 2000; HEDER, Stephen, *Seven Candidates for Prosecution: Accountability for the Crimes of the Khmer Rouge*, Documentation Center for Cambodia, 2004; KIERNAN, Ben, *The Pol Pot Regime – Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-79*, Yale University Press, 1996; LOCARD, Henri, *Pourquoi les Khmers Rouges*, Vendémiaire Editions, Paris, 2013 ; SHORT, Philip, *Pol Pot – The History of a Nightmare*, John Murray Publishers, 2005; VICKERY, Michael, *Cambodia: 1975-1982*, South End Press, Boston, 1984.

¹⁹ Ancien protectorat français, le Cambodge a obtenu son indépendance en 1953.

²⁰ Le surnom *Khmers Rouges* leur a été attribué par le prince Norodom Sihanouk dans les années 1950.

²¹ En mars 1970, le général et ancien premier ministre Lon Nol, avec l'aide de ses alliés pro-américains, amorce un coup d'Etat et renverse le prince Norodom Sihanouk au pouvoir depuis 1953. S'engage alors une guerre civile qui durera près de cinq ans et qui opposera les forces du général aux Khmers rouges alliés à Sihanouk.

²² Kampuchéa signifie « Etat », « nation » en khmer.

²³ Le « grand bon en avant » désigne à l'origine la politique économique lancée par le communiste Mao Zedong en Chine à la fin des années 1950.

²⁴ « *Angkar Padevat* » signifie littéralement « Organisation révolutionnaire ».

Durant les trois ans, huit mois et vingt jours que durera le règne d'*Angkar*, des centaines de milliers d'individus considérés comme ennemis du régime et officiellement classifiés comme tels seront en effet exécutés. Parmi eux, les intellectuels, les habitants des villes, les membres des minorités Cham, vietnamienne ou encore chinoise et les étrangers. Nombre de soldats Khmers rouges furent également exécutés pour trahison²⁵. A la fin de l'année 1977 et au cours de l'année 1978, les affrontements à la frontière entre le Cambodge et le Vietnam accentuèrent les tensions déjà existantes entre les deux Etats. En décembre 1978, les troupes vietnamiennes lancèrent une offensive et pénétrèrent au Cambodge. Après la prise de Phnom Penh par les vietnamiens le 7 janvier 1979, les dirigeants Khmers rouges se réfugièrent dans la jungle mais continueront jusqu'en 1990 à être reconnus comme les seuls représentants légitimes du Cambodge, se voyant même attribuer un siège à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Ce n'est qu'à la fin des années 1990, avec l'arrestation, la défection ou encore le décès des derniers de leurs responsables, et notamment de l'emblématique secrétaire du Parti Saloth Sar, plus connu sous le nom révolutionnaire de Pol Pot ou « frère numéro 1 », que les Khmers rouges cesseront véritablement d'« exister ».

Le régime Khmer rouge demeure aujourd'hui l'un des régimes les plus meurtriers de l'histoire. Entre avril 1975 et janvier 1979, près de deux millions de personnes trouvèrent la mort²⁶. Famine, maladies, exécutions sommaires, épuisement ou encore pénurie de soins furent au cœur de cette catastrophe humaine. Pour autant, ce ne sera qu'en 1997 que le gouvernement cambodgien se décidera à traduire en justice certains des plus hauts responsables de l'ancien parti communiste²⁷. Cette année là, le gouvernement sollicita en effet l'assistance de l'Organisation des Nations Unies (ci-après : « ONU ») pour l'établissement d'un tribunal visant à poursuivre les Khmers rouges. En février 1999, les experts désignés par le Secrétaire Général préconisent la création d'un tribunal international dont la structure serait similaire à celle des premiers tribunaux *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda²⁸. Le

²⁵ La chasse aux traîtres était en effet l'une des caractéristiques du régime. Ces soldats, accusés le plus souvent à tort, étaient interrogés et soumis à la torture avant d'être exécutés.

²⁶ Les chiffres varient en fonction des études. Pour une étude approfondie, Voir KIERNAN, Ben, *The Pol Pot Regime – Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-79*, Yale University Press, 1996, pp.456-460.

²⁷ Il convient tout de même de mentionner qu'après la chute des Khmers rouges, Pol Pot et Ieng Sary furent condamnés à mort *in absentia* pour génocide par le « Tribunal populaire révolutionnaire ». Or, il est de l'avis de nombreux auteurs qu'il s'agissait plus d'un « simulacre de procès » qu'autre chose. C'est la raison pour laquelle on peut affirmer qu'aucun leader Khmer rouge ne fut réellement traduit en justice avant la prise d'initiative du gouvernement. Sur ce point, voir SCHABAS, William A., « Were the atrocities in Cambodia and Kosovo Genocide? », *New England Law Review*, Vol.35 (2), p. 289.

²⁸ Report of the Group of Experts for Cambodia established pursuant to General Assembly resolution 52/135, U.N. Doc. A/53/850 - S/1999/23/1, 3 mars 1999, § 141.

Gouvernement cambodgien se prononce pour sa part en faveur d'un tribunal aux composantes purement nationales. Après plusieurs années de négociations, les deux parties s'accordent finalement en 2004 sur la création d'un tribunal mixte²⁹ : les Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens (ci-après : « CETC »). C'est au sein de cette structure que mon stage s'est effectué.

La juridiction temporelle des CETC s'étend du 17 avril 1975 au 6 janvier 1979 et s'exerce vis-à-vis des « *hauts dirigeants du Kampuchéa Démocratique* » et « *principaux responsables* » des crimes relevant de la compétence matérielle des CETC³⁰. Trois affaires sont actuellement traitées par les chambres, le dossier 001 contre Kaing Guek Eav alias Duch ayant été clôturé en 2012. Bien qu'originellement initié contre quatre individus, le cas 002 ne concerne aujourd'hui plus que deux accusés³¹ : Khieu Samphan, chef d'Etat sous le Kampuchéa Démocratique et Nuon Chea, ancien secrétaire adjoint du parti communiste du Kampuchéa. Il est à noter qu'en septembre 2011, la chambre de première instance a entendu subdiviser cette affaire 002 : le cas 002/01 ayant trait aux crimes commis lors de l'évacuation de Phnom Penh³² et le cas 002/02 dont les contours ont récemment été délimités par la Chambre de première instance³³. S'agissant des dossiers 003 et 004 tous deux initiés en 2009, ceux-ci sont encore au stade de l'enquête. Parmi les cinq suspects, trois ont à ce jour été mis en examen³⁴.

Même si certaines des caractéristiques des CETC sont aujourd'hui saluées, comme par exemple la possibilité offerte aux victimes de se constituer parties civiles, celles-ci font également l'objet de vives critiques, notamment pour leur traitement jugé inadapté des violences sexospécifiques. Alors que nombre de recherches furent menées sur les atrocités

²⁹ Accord entre les l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement Royal du Cambodge pour la poursuite, conformément au droit cambodgien, des auteurs des crimes commis pendant la période du Kampuchéa démocratique, 6 juin 2003.

³⁰ Loi relative à la création de chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens pour la poursuite des crimes commis durant la période du Kampuchéa Démocratique de 2001, telle que modifiée en 2004, art.1.

³¹ Le dossier 002 comptait au départ quatre accusés dont l'ancien Vice-Premier Ministre chargé des affaires étrangères Ieng Sary décédé le 14 mars 2013. Sa femme et ancien ministre des affaires sociales Ieng Thirith qui faisait elle aussi partie des quatre accusés originels, a été considérée inapte à être jugée par la Chambre de première instance le 17 novembre 2011.

³² Le jugement a été rendu le 7 août 2014. Nuon Chea et Khieu Samphan ont tous deux été reconnus coupables de crimes contre l'humanité et condamnés à la prison à perpétuité. (<http://www.eccc.gov.kh/fr/articles/nuon-chea-et-khieu-samphan-sont-condamnés-à-la-réclusion-criminelle-à-perpétuité-pour-crime>).

³³ Dans une décision en date du 4 avril 2014, la chambre de première instance est venue déterminer les lieux de crimes et allégations factuelles qui formeront la base du dossier 002/02 (<http://www.eccc.gov.kh/en/case/topic/1299>). Les audiences ont débuté le 17 octobre 2014.

³⁴ Dans ses déclarations respectives du 3 mars 2015 (concernant les dossiers 003 et 004) et du 27 mars 2015 (concernant le dossier 004), le co-juge d'instruction international a décidé de mettre en examen Meas Muth, Im Chaem, et Ao An.

commises par le régime, rares sont les études ayant eu pour propos central les violences fondées sur le genre. Cette problématique longtemps demeurée dans l'ombre a conduit la majorité de l'opinion à supposer que celles-ci étaient inexistantes sous les Khmers rouges. En cela, le Cambodge se différencierait des situations en ex-Yougoslavie, au Rwanda ou encore en Sierra Léone, situations dans lesquelles le viol et autres violences sexuelles furent utilisés comme arme de guerre³⁵. Pourtant, des études récentes démontrent que les violences sexospécifiques et en particulier les violences sexuelles étaient bien une réalité sous les Khmers rouges. Mariages forcés, viols précédant les exécutions, mutilations sexuelles ou encore prostitution de survie comptent parmi les crimes rapportés. Le Cambodge ne ferait en définitive pas exception à la règle.

Il s'agira alors de se poser la question suivante : *À l'heure où la justice pénale internationale semble accorder de plus en plus d'importance aux violences sexospécifiques, les CETC entendent-elles également se saisir de la question et ainsi contribuer au développement d'une jurisprudence internationale en la matière ?* En l'état actuel des choses, les CETC semblent accuser un retard significatif, la plupart des crimes mentionnés ci-dessus ne faisant pas l'objet de poursuites. Il ne s'agira cependant pas de critiquer aveuglément l'approche adoptée par les CETC. Il apparaît en effet impératif d'étudier en premier lieu certaines considérations fondamentales (Titre I) de façon à mieux appréhender la posture des CETC vis-à-vis de ces violences sexospécifiques (Titre II)³⁶.

³⁵ Pour la situation au Rwanda, voir Conseil Economique et Social, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, E/CN.4/1996/68, 29 janvier 1996, § 16: « *les viols étaient systématiques, étant utilisés comme 'arme de guerre' par les auteurs des massacres* ».

³⁶ Il ne sera pas ici question de traiter de la question des réparations devant les CETC. De même, les violences sexospécifiques et sexuelles évoquées dans ce mémoire seront envisagées comme essentiellement commises contre les femmes, tout en gardant à l'esprit que certains hommes et jeunes garçons furent également la cible de telles violences. Mais, dans la mesure où aucune étude ne s'est encore spécifiquement penchée sur la question, l'ampleur de ce problème ne peut correctement être évaluée.

TITRE I. CONSIDÉRATIONS PRÉALABLES À L'ACTION DES CETC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES

Qu'il s'agisse des dossiers 001, 002 ou encore 004, le bureau des co-procureurs (ci-après : « BCP ») n'a au départ pas invité le bureau des co-juges d'instruction (ci-après : BCJI »), dans ses réquisitoires introductifs, à enquêter sur la prévalence des violences sexospécifiques sous le Kampuchéa Démocratique³⁷. Cette approche initiale des CETC consistant, de fait, à se désintéresser des violences sexospécifiques, résulte certainement de l'association de plusieurs facteurs. Le premier de ceux-ci est inhérent à la spécificité de la situation au Cambodge, spécificité ayant trait aussi bien au contexte dans lesquels les crimes ont pu être commis qu'à la nature des CETC elle-même (chapitre 1) ; nature qui ne vient pas non plus faciliter les investigations par définition complexes des crimes de genre (chapitre 2).

Chapitre 1. Les obstacles liés aux conceptions nationales : Idéologie Khmère rouge et mœurs populaires

La singularité des politiques adoptées par les Khmers rouges a eu pour effet de nourrir la croyance selon laquelle les violences sexospécifiques étaient rarissimes sous le Kampuchéa démocratique (Section I). De plus, la nature mixte des CETC implique aussi que celles-ci doivent composer avec les standards nationaux, standards qui ne sont pas toujours enclins à poursuivre les crimes de genre (Section II).

Section 1. Une entreprise criminelle singulière : La quête d'une société morale et égalitaire

Dame Silvia Cartwright, juge international au sein de la Chambre de première instance³⁸ et fervente activiste en matière de droit des femmes avait elle-même souligné la singularité du conflit en s'exprimant en ces termes : « *This particular conflict is unusual [in that] it does not contain allegations of widespread violence against women because they are women* »³⁹. La proclamation d'une égalité entre les sexes (§1), couplée à une régulation stricte des comportements sexuels (§2), a sans aucun doute amplement contribué au façonnage de cette croyance.

³⁷ Règlement intérieur des CETC tel que révisé le 3 août 2011, règle 54. En vertu cette règle, les réquisitoires introductifs, supplétifs et définitifs des co-procureurs sont confidentiels.

³⁸ Dame Silvia Cartwright a quitté ses fonctions de juge aux CETC en septembre 2014.

³⁹ Propos tels que rapportés dans : Cambodian Defenders Project, *List of Critical Issues Submitted to the Committee on Elimination of Discrimination Against Women regarding Sexual and Gender-Based Violence (SGBV) in Conflict in Cambodia*, Janvier 2013, p.3.

§1 - Mise en place d'une égalité théorique entre les sexes : A travail égal, souffrance égale

Les politiques mises en place sous le Kampuchéa Démocratique visaient en effet, entre autres, à réinstaurer, ou plus exactement à instaurer, une égalité entre les sexes. De ce point de vue, la politique du régime représentait à l'époque une véritable révolution, surtout dans une région du monde où les femmes étaient habituellement considérées comme les subordonnées de leurs homologues masculins.

La Constitution du Kampuchéa Démocratique, promulguée le 5 janvier 1976, vient donc affirmer qu'hommes et femmes sont parfaitement égaux et ce, à tous points de vue⁴⁰. Cette représentation de l'égalité se retrouvera également au cœur du dispositif de propagande mis en œuvre par le régime ; dispositif qui passait notamment par la dissémination de chants révolutionnaires se référant tour à tour aux « *garçons et filles* » qui « *s'épanouissent sous la lumière de la révolution* », aux « *hommes et femmes nouvellement libérés* », ou affirmant encore « *nous, les jeunes hommes et femmes, combattants et travailleurs d'usine, sommes résolus à lutter pour augmenter la production* »⁴¹. Les chansons n'étaient bien évidemment pas les seuls vecteurs de propagande. En 1973, avant même que les Khmers rouges n'arrivent au pouvoir, le Front Uni National du Kampuchéa créée en 1970 par le Prince Norodom Sihanouk alors en exil et dont la majorité des forces armées étaient constituée par les Khmers rouges, était déjà venu publier un document insistant sur le rôle primordial des femmes au sein de la révolution. On pouvait notamment y lire que « *comme les hommes* », les femmes ont grandement contribué à lutter contre les agressions étrangères et à défendre la patrie⁴².

Dans les faits, cette égalité des sexes ne s'exprimera toutefois qu'en termes d'obligations puisque, comme il l'a été constaté dans l'introduction, les individus étaient à cette période privés de leurs droits les plus élémentaires. Tous se devaient d'obéir aux ordres dans le but de servir *Angkar*. Épousant la théorie développée par Engels, les Khmers rouges entendaient « libérer » les femmes en leur confiant des tâches identiques à celles des hommes⁴³. Comme les hommes, les femmes furent mobilisées pour la réalisation de toutes sortes de travaux, aussi bien agricoles que militaires. L'article 19 de la constitution se référait

⁴⁰ Constitution du Kampuchéa démocratique, 5 janvier 1976, art.13; JACOBSEN, Trudy, *Lost Goddesses: The Denial of Female Power in Cambodian history* Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies, 2008, p.220.

⁴¹ *Ibid.* JACOBSEN, Trudy.

⁴² « Cambodian Women in the Revolutionary War for the People's National Liberation », Kingdom of Cambodia: National United Front of Kampuchea, 1973, Cambodia Genocide Program Database (<http://www.yale.edu/cgp/kwomen.html>).

⁴³ Théorie telle qu'expliquée dans : KARKARIA, Zal, « Failure through Neglect: The Women's Policies of the Khmer Rouge in Comparative Perspective », MIGS Fellow and M.A. Candidate, Concordia University Department of History, pp.10, 38-39.

sur ce dernier point aux « *hommes et femmes combattants et cadres* » qui constituaient l'armée révolutionnaire du Kampuchéa⁴⁴. Les rangs des Khmers rouges comptaient effectivement un pourcentage assez élevé de femmes. Ces femmes soldats pouvaient faire preuve d'autant de véhémence que leurs collègues de sexe masculin dès lors qu'il s'agissait de conduire des interrogatoires ou encore de procéder à des exécutions. Corollaire de l'instauration d'une égalité entre hommes et femmes, les femmes disposaient en théorie de la possibilité d'occuper des postes à responsabilité, soit au sein des plus hautes sphères du régime, soit à l'échelle locale de leur communauté. L'exemple le plus significatif en la matière n'était autre que celui de Ieng Thirith, épouse de Ieng Sary et ministre de l'Action Sociale à partir d'avril 1976. Désignée par certains comme la « Première Dame » de la Révolution⁴⁵, Ieng Thirith fut sans doute l'une des femmes les plus puissantes sous le Kampuchéa Démocratique⁴⁶. Outre ce cas précis, il ressort néanmoins que très peu de femmes occupèrent véritablement des postes à responsabilité. Et, lorsque c'était tout de même le cas, on s'est aperçu que le degré de pouvoir confié à ces femmes résultait en réalité de leur association à des hommes eux-mêmes puissants ou influents⁴⁷.

Concernant les femmes qui elles n'étaient pas membres de l'armée, cette « égalité » des sexes s'est en quelque sorte traduite par une égalité des « souffrances »⁴⁸. Celles-ci devaient travailler aussi dur que les hommes et souffraient des mêmes maux. Maladies, famines et épuisement touchaient aussi bien les hommes que les femmes. Lorsqu'un individu était soupçonné d'être un traître à la révolution, celui-ci était immédiatement envoyé en « rééducation » ou dans certaines situations exécuté d'office, et ce, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme. Dans leur volonté de ne pas effectuer de différenciation entre les deux sexes, les Khmers rouges allaient même jusqu'à forcer les femmes enceintes à travailler jusqu'à un stade avancé de la grossesse, voire jusqu'à l'accouchement⁴⁹.

⁴⁴ Constitution de 1976, *op. cit.* art.13 ; JACOBSEN, Trudy, *op. cit.* p.220.

⁴⁵ BECKER, Elizabeth, *When the War was Over – The Voices of Cambodia's Revolution and its People*, Simon and Schuster Inc., 1^{ère} Edition, 1986, p.171.

⁴⁶ JACOBSEN, Trudy, *op. cit.* p. 231.

⁴⁷ *Ibid.* p.232.

⁴⁸ LEDGERWOOD, Judy, « Death, Shattered Families, and Living as Widows in Cambodia », in Samuel Totten, Ed., *Plight and Fate of Women During and Following Genocide*, Transaction Publishers, 2012, pp.70-71.

⁴⁹ Cambodian Defenders Project, *List of Critical Issues*, *op. cit.*, p.2

Malgré l'instauration d'une politique que l'on pourrait en apparence qualifier d'égalitaire, il serait inexact d'affirmer que les expériences des hommes et des femmes sous l'ère du Kampuchéa Démocratique furent identiques⁵⁰. Les femmes ont en effet du supporter un fardeau supplémentaire ; fardeau du à leur condition de femme et qui fut alourdi par une politique visant à réglementer toujours plus les comportements sexuels des individus.

§2 - Régulation et répression des comportements sexuels sous les Khmers rouges

Contrairement à d'autres régimes, le régime Khmer rouge était réputé pour avoir épousé une politique interdisant strictement le viol et allant même jusqu'à proscrire les relations sexuelles de tout type en dehors du mariage. Le sexe était en effet perçu comme un comportement « *subversif* »⁵¹ susceptible de distraire les individus de ce qui aurait du être au cœur de leurs préoccupations : la révolution agraire. Sous couvert de retour à la moralité, *Angkar* s'est immiscé dans les sphères les plus intimes de la vie des individus. En plus de prohiber les relations sexuelles hors mariage, il pouvait également être mal vu de flirter, de se ternir la main ou encore d'échanger un simple regard avec un membre du sexe opposé⁵². En somme, tout témoignage d'affection semblait défendu, le régime allant même jusqu'à dicter aux époux la manière de s'adresser l'un à l'autre⁵³.

Afin de mettre en œuvre cette politique, le pouvoir en place a proclamé ce que l'on pourrait désigner comme les douze commandements ou codes de conduite des combattants, le sixième de ces codes leur interdisant clairement d'abuser les femmes⁵⁴. Cette interdiction générale d'abuser les femmes faisait référence, si l'on s'en remet à la traduction anglaise parue dans le magazine *Searching for the Truth*, au fait, pour un soldat de forcer une femme à avoir des relations sexuelles consensuelles ou à avoir des relations sexuelles avec une femme avec qui il n'était pas marié⁵⁵. On ne peut alors s'empêcher de relever la contradiction dans le langage employé puisqu'une fois la femme « forcée » à avoir des relations sexuelles, il va de soi que ces dernières ne peuvent être qualifiées de « consensuelles ». Mais, il pourrait tout

⁵⁰ Contrairement à ce qu'affirme KARKARIA, Zal, *op. cit.* pp.43-44 : « *Ironically, this situation did mark the achievement of gender equality in Cambodia : ultimately, the cruelty of Pol Pot's regime did not discriminate between men and women, and all Cambodians suffered greatly* ».

⁵¹ ANDERSON, Katrina, « Turning Reconciliation on Its Head: Responding to Sexual Violence Under the Khmer Rouge », *Seattle Journal for Social Justice*, Vol.3 (2), Janvier 2004, p.789.

⁵² JACOBSEN, Trudy, *op. cit.* p.223.

⁵³ *Ibid.* Mari et femme devaient s'adresser l'un à l'autre en utilisant respectivement les expression « *mit prapuan'* » (« femme camarade ») et « *mit p'dai* » (« mari camarade »).

⁵⁴ *Revolutionary Youth*, n°10, Octobre 1978, tel que reproduit dans: CHHANG, Youk, « Letter: The 6th Code of Conduct », *Searching for the Truth Magazine*, Documentation Center of Cambodia, n°15, Mars 2001, p.1.

⁵⁵ *Ibid.* « *Do not abuse women (forcing a woman to have consensual sex or having sex with a woman who is not your wife)* ».

aussi bien s'agir d'une erreur dans la traduction. En effet, comme le soulignent T. De Langis et S. Studzinsky, le sixième code de conduite était à l'origine composé de plusieurs paragraphes alors que la traduction susmentionnée ne dépasse pas une phrase et apparaît peu claire⁵⁶. Même si la traduction anglaise d'un texte khmer est généralement plus courte que la version originelle, l'écart entre les deux versions apparaît ici plus important que d'ordinaire ; la possibilité d'une maladresse dans la traduction n'étant donc pas à exclure⁵⁷.

Quoi qu'il en soit, contrevenir à l'interdiction et ainsi commettre une offense « morale » exposait l'auteur des faits à une sanction qui pouvait varier d'intensité, allant de la simple réprimande à l'exécution, en passant par l'emprisonnement et la torture. On note en effet des disparités dans l'administration des sanctions, en fonction du supérieur hiérarchique en charge à un endroit et à un moment donné⁵⁸. D'après les témoignages recueillis, il apparaît tout de même que très peu d'auteurs de violences sexuelles furent dans les faits punis. Et, pour ceux qui le furent néanmoins, la raison de leur punition n'était pas toujours très claire⁵⁹. Il apparaît également essentiel de souligner qu'en vertu du code numéro six, la victime de viol ou autre violence sexuelle était considérée comme tout aussi coupable que l'auteur et se voyait par conséquent administrer le même châtiment.

Corollaire de l'interdiction des relations sexuelles hors mariage et de la politique d'ingérence jusqu'ici menée dans la vie des individus, le régime entendait également réguler les mariages. Aucune union ne pouvait en théorie être célébrée sans l'autorisation d'*Angkar*, les slogans de propagande allant même jusqu'à affirmer « *Angkar approuve votre partenaire* »⁶⁰. Cette politique, qui devait *in fine* contribuer à accroître la population, se

⁵⁶ DE LANGIS, Theresa & STUDZINSKY, Silke, « Briefing Paper on the ECCC, the Cambodian Women's Hearing, and Steps for Addressing Sexual Violence under the Khmer Rouge Regime », Mai 2012, p.13 (note de bas de page 14).

⁵⁷ *Ibid.* De Langis et Studzinsky mentionnent alors une seconde traduction non-officielle, celle d'un interprète travaillant au sein des CETC : « 6. *Never commit any moral misconduct toward women. In short, never commit any moral misconduct toward women and men. Our honor, revolutionary influence, the clean and dignified culture of our people would be affected if such act were committed. On the one hand it would affect our people. On the other hand, and most importantly, if we committed such moral misconduct toward women and men, which is an acutely corrupt element believed to be possessed by enemy of all sorts, we would be easily lured by the enemy. This act is therefore dangerous to us and to the revolution movement. There is no obstacle concerning the present arrangement of marriages, so long as the following principles are abided: First: Each to-be-married individual consents to the marriage; and Second: It is approved by the collective. When these principles are followed, there is no reason for anyone to commit moral misconduct toward women and men* ».

⁵⁸ Sous les Khmers rouges, le Cambodge était divisé en sept zones (Nord-Ouest, Ouest, Sud-Ouest, Est, Centre, Nord-Est, Est), zone subdivisées en secteurs eux-mêmes subdivisés en districts. Voir annexe 1 p.I.

⁵⁹ SAVORN, Duong, *The Mystery of Sexual Violence Under the Khmer Rouge, Cambodian Defenders Project*, Open Society Fondation, Juin 2011, pp.17, 28.

⁶⁰ KASUMI, Nakagawa, *Gender-Based Violence During the Khmer Rouge - Regime Stories of survivors from the Democratic Kampuchea (1975-1979)*, Asia Pacific Year Book of International Humanitarian Law, Deuxième Edition, Mars 2008, p.13.

traduira dans les faits par des milliers de mariages forcés. Hommes et femmes ne disposaient ainsi plus du droit de choisir librement leur partenaire, à l'exception de certains cadres Khmers rouges qui pouvaient suggérer le nom d'une femme à *Angkar* et des soldats blessés à qui l'on pouvait octroyer une femme de leur choix en guise de récompense⁶¹.

En pratique, ces politiques de régulation et de répression des comportements sexuels ont certainement permis de protéger nombre de femmes contre les violence sexuelles, les soldats Khmers rouges considérant le risque de transgression trop élevé. C'est ce qui conduit certaines d'entre elles à affirmer encore aujourd'hui que cette politique avait un effet dissuasif réel et que, par conséquent, la violence sexuelle à cette époque n'était pas une réalité. Mais, comme le démontrent les recherches conduites récemment, cette politique a également eu pour effet pervers d'encourager de telles pratiques, les réduisant dans les faits à la clandestinité. Dans le but de dissimuler les preuves de leur transgression, les soldats avaient pour habitude d'exécuter les femmes immédiatement après les avoir violées ; de violer les femmes déjà condamnées à mort⁶², ou encore d'abuser sexuellement les femmes jusqu'à ce que celles-ci tombent enceintes pour au bout du compte les exécuter⁶³. Ces victimes, d'une part traitées comme des criminelles par *Angkar*, et d'autre part menacées par leur agresseur, se retrouvaient alors dans l'impasse. Incapables de signaler les violences dont elles étaient victimes, le silence apparaissait à ces femmes comme étant la seule issue⁶⁴.

Pour toutes les raisons évoquées, de nombreux analystes affirment aujourd'hui, certainement à raison, que les politiques mises en œuvre par les Khmers rouges ont été instaurées plus par souci d'assurer une meilleure productivité que par souci d'améliorer la condition des femmes ou de les protéger contre les violences sexuelles. Ces problématiques alors reléguées au second plan font-elles aujourd'hui l'objet d'une attention particulière au Cambodge ?

⁶¹ *Ibid.* p.15.

⁶² PHAT, Rachana & CHHANG, Youk, « The Khmer Rouge Rice Fields: The Story of Rape Survivor Tang Kim », Documentation Center of Cambodia, 2004. Dans ce film dédié à son expérience, Tang Kim, elle-même victime de viol vient décrire cette pratique : « *They raped all of those who were sent to be killed. They would never rape a woman otherwise [...] You [the filmmaker] have said that you were looking for people who committed moral offenses with Khmer Rouge soldiers, but you could not find such a case. The Khmer Rouge would never do anything like that; both the rapist and the victim would be executed if it was found out. So, they would only rape those who were condemned to die* ».

⁶³ KASUMI, Nakagawa, *op. cit.* p.22; MAM, Kalyanee, « Evidence of sexual abuse during the rule of Democratic Kampuchea », *Searching for the Truth Magazine*, Documentation Center of Cambodia, n°15, Mars 2001, p.4.

⁶⁴ *Ibid.* MAM, Kalyanee, *Searching for the Truth Magazine*, p.5.

Section 2. Les violences sexospécifiques en droit cambodgien

A l'inverse des tribunaux *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda basés respectivement à la Haye et à Arusha, les CETC siègent pour leur part dans le pays où les crimes ont été commis, au Cambodge. De même que le Tribunal Spécial pour la Sierra Léone (ci-après : « TSSL »), les CETC, en tant que tribunal hybride, font partie intégrante du système judiciaire national. Mais, contrairement au TSSL, la part accordée au national est beaucoup plus importante devant les CETC, la majorité des juges étant en effet cambodgiens⁶⁵. En vertu de ce que l'on désigne comme règle de la super-majorité, aucune décision ne peut en théorie être prise sans l'accord d'au moins l'un des juges nationaux ou internationaux⁶⁶. De même, aucune enquête ne peut en théorie être ouverte sans l'aval du procureur national⁶⁷. De manière générale, le personnel national occupe une place fondamentale aux CETC et ce, à tous les stades de la procédure. Les CETC entretiennent vraisemblablement des liens beaucoup plus étroits avec le droit national que les tribunaux *ad hoc* ou le TSSL lui-même. S'intéresser à la manière dont le droit national envisage les violences sexospécifiques apparaît alors essentiel et ce, toujours dans le but de pouvoir par la suite assimiler l'approche des CETC vis-à-vis de telles violences. Il s'agira donc ici de s'intéresser à la manière dont la société appréhende traditionnellement les violences sexospécifiques (§1) pour ensuite être en mesure d'analyser l'évolution du droit national en la matière (§2).

§1 - Statut de la femme et violences sexospécifiques au Cambodge : Des thématiques dignes d'intérêt ?

Au Cambodge, même si le rôle des femmes au sein de la société est destiné à évoluer, leur « soumission » aux hommes n'a dans l'ensemble pas été remise en cause, comme le souligne Amnesty International⁶⁸. Il apparaît alors d'autant plus essentiel de faire état du rôle traditionnel imputé à la femme qu'il s'avère que la conception qui préexistait à la période des Khmers rouges, constitue, aujourd'hui encore, une problématique d'actualité.

⁶⁵ Loi portant création des CETC, *op. cit.* art.9. La chambre de première instance est composée de cinq juges, dont trois sont cambodgiens et deux internationaux. La chambre de la Cour suprême est elle composée de sept juges, dont quatre sont cambodgiens et trois internationaux.

⁶⁶ *Ibid.* art.14. La règle de la super-majorité requiert le vote d'au moins quatre juges sur cinq en première instance et de cinq juges sur sept en appel.

⁶⁷ *Ibid.* art.16.

⁶⁸ Amnesty International, *Briser le silence: La violence sexuelle au Cambodge*, 2010, p.41.

Le *Chbab Srey* ou code de conduite traditionnel pour les femmes, poème bien connu au Cambodge, vient imposer aux femmes de respecter certains préceptes moraux et dépeint ainsi une conception assez particulière du rôle de la femme. Il leur impose notamment de se montrer respectueuse vis-à-vis de leur époux⁶⁹, de le servir⁷⁰ et de ne jamais le décevoir⁷¹. Même s'il ne constitue pas en soi du droit, ce code faisait jusqu'en 2007 partie du programme scolaire⁷², contribuant ainsi à la perpétuation des stéréotypes de genre au Cambodge, comme cela a pu être noté par le Comité chargé de l'application de la convention de 1979⁷³. Outre le *Chbab Srey*, on retrouve également le proverbe populaire suivant : « *Men are gold, Women are white cloth* » que l'on pourrait traduire par « les hommes sont d'or, les femmes sont de tissu blanc ». Ce proverbe vient véhiculer l'idée, que contrairement aux hommes, les femmes peuvent être « *souillées* » et devenir conséquemment « *inutiles* »⁷⁴. Tout cela fait sans surprise référence à la virginité de la femme qui fut longtemps et est toujours aujourd'hui considérée comme un atout précieux. Dans les faits, la valeur d'une femme se mesure à sa pureté. Si celle-ci vient à avoir des relations sexuelles alors qu'elle n'est pas encore mariée, qu'il s'agisse ou non de relations consensuelles, ses chances de trouver un époux s'avèrent considérablement réduites.

Ces stéréotypes, associés à l'idée très répandue que l'homme est incapable de contrôler ses pulsions sexuelles⁷⁵, viennent en partie expliquer les réponses de la société cambodgienne face aux violences sexospécifiques et en particulier aux violences sexuelles dont les femmes sont victimes. Les victimes sont en effet bien souvent considérées comme seules responsables de l'agression, tantôt accusées de s'être trop éloignées de chez elles ou de porter des tenues provocatrices⁷⁶. La honte dissuade généralement les femmes de signaler ces violences. Et, même lorsqu'elles prennent la décision de les signaler, l'inaction des forces de police et de manière générale, de l'ensemble du système judiciaire est flagrante, l'omniprésence de la

⁶⁹ Chbab Srey, règle 65, tel que reproduit dans : WALSH, Mélanie, *Project on Women's Rights in Cambodia : LICADHO – UQAM Partnership, Report on the Status of Cambodian Women, Domestic violence, sexual assaults and trafficking for sexual exploitation*, UQAM, Institut d'études internationales de Montréal Mars 2007. Voir annexe 2, p. IV.

⁷⁰ *Ibid.* Règle 6. Voir annexe 2 p. II.

⁷¹ *Ibid.* Règle 51. Voir annexe 2 p. IV.

⁷² Amnesty International, *op. cit.* p.41.

⁷³ Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes: Cambodge, CEDAW/C/KHM/CO/3, 25 janvier 2006, § 17.

⁷⁴ NATALE, Katrina, *I Could Feel My Soul Flying Away From My body, A Study on Gender-Based Violence During Democratic Kampuchea in Battambang and Svay Rieng Provinces*, Project on GBV during the Khmer Rouge Regime, Cambodian Defenders Project, Novembre 2011, p.19: « *Women can be 'spoiled' and thereafter become useless, while men cannot* »; JACOBSEN, Trudy, *op. cit.* p.231.

⁷⁵ ANDERSON, Katrina, *op. cit.* p.800.

⁷⁶ Amnesty International, *op. cit.* p.43.

corruption n'arrangeant rien⁷⁷. Si l'on prend par exemple le cas des viols collectifs, cette inaction est d'autant plus manifeste. Dans le cadre d'une étude récemment menée sur les causes de l'usage de la violence à l'égard des femmes⁷⁸, le Cambodge s'est révélé avoir l'un des taux les plus élevés de viols collectifs de la région Asie-Pacifique⁷⁹, avec 5% des hommes interrogés déclarant avoir déjà participé à un viol collectif. Il semblerait pourtant que moins de vingt cas de viols collectifs furent effectivement poursuivis et jugés au Cambodge en 2012⁸⁰, alors même que, comme le démontre l'étude, ceux-ci sont assez répandus. Dans les faits, pour pouvoir espérer obtenir une condamnation pour viol, la présentation par la victime d'un certificat médical revêt souvent une importance essentielle. Sans ce certificat, les juges ne sont pas nécessairement enclins à accorder de la crédibilité au témoignage de la victime⁸¹. De plus, aux poursuites judiciaires, se substitue souvent un règlement extrajudiciaire, ou *samroh-samruol* en khmer. Ce règlement extrajudiciaire pourtant illégal est très fréquemment utilisé et consiste en l'octroi d'une compensation monétaire à la victime par l'auteur du crime. En échange, la victime accepte de retirer sa plainte⁸². Autre alternative aux poursuites, la pratique du mariage entre la victime et son agresseur est elle aussi utilisée et intervient dans le but de rétablir en quelque sorte l'honneur de la victime.

De ces observations résulte le constat suivant : au sein de la société cambodgienne, le viol, et plus largement les violences sexuelles, ne sont toujours pas totalement envisagés comme des crimes à part entière et ce, pour les raisons évoquées ci-dessus. Pour faire évoluer les croyances, il faudrait en premier lieu que la législation elle-même évolue.

⁷⁷ HUY, Samphoas, « Crossing the River of Law: Women's Participation in Peacebuilding at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia (ECCC) », Master Thesis Submitted to the Graduate School-Newark, Rutgers, State University of New Jersey, Octobre 2013, p.138.

⁷⁸ UNDP, UNFPA, UN Women and UNV Regional Joint-Programme for Gender-Based Violence Prevention in Asia and The Pacific, *Why do some men use violence against women and how can we prevent it? Quantitative findings from the United Nations multi-country study on men and violence in Asia and the Pacific*, Septembre 2013.

⁷⁹ Dans le cadre de cette étude, 10 000 hommes et 3000 femmes originaires de six pays ont été interrogés, à savoir: le Sri Lanka, le Cambodge, la Papouasie Nouvelle Guinée, l'Indonésie, la Chine et le Bangladesh.

⁸⁰ Al Jazeera, « Sexual Violence Blights Cambodia », 8 mars 2013 (<http://www.aljazeera.com/news/asia-pacific/2013/03/201337232128280310.html>).

⁸¹ LICADHO, *Rape and Indecent Assault in Cambodia*, 2004, p.24.

⁸² Amnesty International, *op. cit.* p.41. A propos de ces règlements extrajudiciaires, la ministre des affaires féminines, Ing Kantha Phavi, avait déclaré en 2009 : « À cause de la tradition cambodgienne qui impose aux femmes le silence, et comme ces violences nuisent à l'honneur familial, la plupart des familles acceptent des compensations financières pour les violences, plutôt que de demander justice. Cela empêche les condamnations pénales, ce qui nuit à la dissuasion, et en outre, donne un mauvais exemple à d'autres personnes ».

§2 - Les évolutions du droit national : Un cadre juridique encore imparfait

Dans un contexte où les violences sexuelles semblent augmenter toujours plus, s'est amorcé un mouvement visant à réformer le cadre juridique en la matière. Devenu partie à la CEDEF en 1992, le Cambodge a adopté au cours de ces dernières années des dispositions visant à une meilleure réalisation et à une meilleure protection du droit des femmes, en commençant par l'article 45 de la Constitution du 24 octobre 1993 qui vient reconnaître l'interdiction de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ce même article vient également énoncer le principe d'égalité entre les sexes, affirmant que « *L'homme et la femme ont les mêmes droits dans tous les domaines, spécialement dans celui du mariage et de la famille* »⁸³. Le gouvernement a également signé la Déclaration du Millénaire adoptée le 8 septembre par l'Assemblée Générale de l'ONU en 2000, s'engageant ainsi à atteindre les huit Objectifs du millénaire pour le développement et notamment celui consistant à « *promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes* »⁸⁴.

Pour ce qui est des violences sexuelles elles-mêmes, la loi pénale et de procédure pénale de 1992 de l'Autorité Provisoire des Nations unies pour le Cambodge (ci-après : « APRONUC »), venait définir le viol comme « *tout acte sexuel impliquant la pénétration par cruauté, contrainte ou surprise* »⁸⁵. Sur ce point, le positionnement du droit cambodgien a fait l'objet de vives critiques. Imposer que l'acte soit commis avec cruauté, contrainte ou surprise revenait dans les faits à exiger de la victime qu'elle démontre avoir tout tenté pour résister. Ne pouvaient alors être traités que les cas dans lesquels l'usage de la force avait indubitablement été employé, dans lesquels la victime était gravement blessée. Or, en droit international, il n'est plus aujourd'hui nécessaire d'apporter la preuve de violence physique pour démontrer l'absence de consentement à la relation sexuelle⁸⁶. Le nouveau code pénal entré en vigueur en 2010 et remplaçant la loi APRONUC, tente en quelque sorte de remédier à la déficience susmentionnée. Il stipule que « *Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, ou tout acte de pénétration d'un objet dans les organes sexuels d'une personne du même sexe ou d'un sexe différent par la violence, la contrainte, la menace ou la*

⁸³ Constitution du Royaume du Cambodge, 24 octobre 1993, art.45.

⁸⁴ C'est dans cette optique que le ministère des affaires féminines a successivement adopté quatre plans stratégiques quinquennaux, nommément Neary Rattanak I, II, III et IV.

⁸⁵ Loi pénale et de procédure pénale de l'Autorité Provisoire des Nations unies pour le Cambodge, 10 septembre 1992, art. 33.

⁸⁶ TPIR, AKAYESU, *op. cit.* § 688 ; TPIY, Chambre de première instance, *Le Procureur c. Dragoljub Kunarac et al.*, IT-96-23-T& IT-96-23/1-T, Jugement, 22 février 2001, § 460; Eléments des crimes de la CPI, arts. 7) 1) g)-1), 8 2) b) xxii)-1, et 8 2) e) vi)-1.

surprise, constitue un viol »⁸⁷. Même si la loi ne fait pas explicitement référence à l'absence de consentement à l'acte sexuel, la substitution des termes « violence » et surtout « menace » à celui de « cruauté » représente un progrès notable, la menace ne nécessitant pas inéluctablement l'emploi de la force physique⁸⁸. Dans la lignée de ce progrès, le nouveau code pénal vient également fixer l'âge de la majorité sexuelle et donc l'âge du consentement à quinze ans, s'accordant ainsi avec la loi de 2008 sur la suppression de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle venue prohiber les rapports sexuels avec une personne âgée de moins de quinze ans⁸⁹.

Nonobstant ces avancées, certaines questions n'ont à ce jour toujours pas été abordées par le droit cambodgien, l'une d'elles ayant trait au viol entre époux. Malgré des statistiques démontrant la prévalence des violences sexuelles perpétrées dans l'enceinte même du couple⁹⁰, il n'est nulle part fait mention de violences domestiques ou de viol marital dans le nouveau code pénal. La loi sur la prévention de la violence domestique et la protection des victimes adoptée en 2005 vient pour sa part qualifier le viol entre époux d'« agression sexuelle » mais ne fait état d'aucune sanction pénale à proprement parler⁹¹. L'article 35 de cette même loi dispose néanmoins que les actes de violence constitutifs d'infractions pénales devront être punis conformément à la loi pénale en vigueur⁹². Bien que le code pénal ne fasse nullement mention d'une catégorie d'infractions portant la dénomination d'« agressions sexuelles », on pourrait imaginer que le viol marital soit poursuivi en tant que « viol » et ainsi puni d'une peine minimale de cinq ans d'emprisonnement⁹³. Rien n'étant précisé, il appartiendra par conséquent aux autorités judiciaires de définir la marche à suivre. On peut possiblement voir là encore dans cet « oubli », l'expression d'une société n'accordant qu'une importance très secondaire aux violences sexuelles. Pour bon nombre de cambodgiens, le viol marital demeure une affaire privée. Ainsi, même si le cadre juridique est appelé à évoluer, cette illustration vient démontrer que les perceptions traditionnelles restent difficiles à éradiquer. Ce constat vient nécessairement compliquer la tâche des CETC dans le traitement des violences sexuelles, et plus largement des violences sexospécifiques.

⁸⁷ Code pénal du Royaume du Cambodge, 2010, art.239.

⁸⁸ A noter que le code pénal français adopte une position similaire puisque le seul usage de la menace suffit (art.222-23 : « *Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise est un viol* »).

⁸⁹ Code pénal du Royaume du Cambodge, 2010, art.239.

⁹⁰ *Ibid.* ; Loi sur la suppression de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle, 2008, art.42.

⁹¹ UNDP, *Why do some men use violence against women*, op. cit. p.39.

⁹² Loi sur la prévention de la violence domestique et la protection des victimes, 2005, arts.4, 7.

⁹³ *Ibid.* art.35.

⁹⁴ Code pénal de 2010, op. cit. art. 239. A noter que le viol peut être puni de sept à trente ans d'emprisonnement dès lors qu'il est assorti d'une circonstance aggravante (arts.240-244).

Toutefois, il convient tout de même de nuancer ces propos, s'agissant tout du moins du viol entre époux. Il s'agit de manière générale d'une question délicate, et pas seulement au Cambodge. En France, la reconnaissance du viol entre époux, que l'on peut qualifier de récente, a été l'aboutissement d'un long processus. On a en effet longtemps présumé le consentement aux rapports sexuels au sein du couple⁹⁴. Avec la loi du 23 décembre 1980, les choses évoluent puisque le viol, tel qu'il est désormais défini, renvoie au défaut de consentement⁹⁵. Ce n'est qu'en 1992 que la Cour de Cassation admettra généralement que « *la présomption de consentement des époux aux actes sexuels accomplis dans l'intimité de la vie conjugale ne vaut que jusqu'à preuve du contraire* »⁹⁶. Cette approche sera encensée par la loi du 4 avril 2006⁹⁷. Il faudra tout de même attendre 2010 pour que la référence à la présomption de consentement disparaisse; la nouvelle loi expliquant que le viol est constitué dès lors qu'un rapport sexuel n'est pas consenti, « *quelle que soit la nature des relations existant entre l'agresseur et sa victime, y compris s'ils sont unis par les liens du mariage* »⁹⁸.

⁹⁴ Et ce, notamment car le devoir conjugal, même s'il n'est pas explicitement nommé par le code civil, résulte du devoir de communauté de vie énoncé à l'article 215.

⁹⁵ Loi n°80-1041 du 23 décembre 1980 relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs : « *Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise est un viol* » (art.222-23 du code pénal).

⁹⁶ Cass. Crim. 11 juin 1992, n° 91-86346, Bulletin criminel 1992 N° 232 p. 640. Il convient tout de même de noter que c'est en 1990 que la chambre criminelle de la cour de cassation a pour la première fois admis l'existence d'un viol entre époux, mais uniquement car il était accompagné de violences extrêmement graves (Cass. Crim. 5 sept. 1990, n°90-83786, Bulletin criminel 1990 N° 313 p. 790).

⁹⁷ Art. 222-22 du code pénal tel que modifié par la Loi 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs « *la présomption de consentement des époux à l'acte sexuel ne vaut que jusqu'à preuve du contraire* ».

⁹⁸ Art. 222-22 du code pénal tel que modifié par la Loi n°2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants.

Chapitre 2. Les obstacles liés à la compétence des CETC et à la singularité des crimes sexuels

Le traitement des violences sexospécifiques devant les CETC se trouve aussi impacté par des considérations d'ordre plus technique, considérations elles-mêmes influencées dans une certaine mesure par les problématiques évoquées dans le premier chapitre. Cela étant dit, il convient de garder à l'esprit que la loi sur les CETC étant le produit de laborieuses négociations entre les Nations Unies et le gouvernement du Cambodge, la capacité des chambres à traiter efficacement de la question des violences sexospécifiques s'en trouve sur le papier nécessairement affaiblie (Section I). De surcroît, comme tout tribunal national ou international, les CETC doivent également faire face aux difficultés inhérentes à la poursuite des crimes sexuels, difficultés qui semblent tout de même amplifiées à certains égards dans le cas du Cambodge (Section II).

Section I. Les limites matérielles de la loi portant création des CETC

Si l'on s'en réfère formellement au libellé de la loi portant création des CETC, deux constats s'imposent. On constate en premier lieu que dans les faits, les auteurs matériels de violences sexospécifiques ne pourront pas être jugés (§1). De plus, à travers la délimitation de la compétence matérielle des chambres, il apparaît permis de douter que la poursuite des crimes sexuels ait été conçue comme une priorité (§2).

§1 - Une compétence ratione personae traditionnelle en droit international: Juger les plus hauts responsables

De manière générale, qu'il s'agisse ou non de violences sexospécifiques, il n'est pas toujours aisé de déterminer qui seront les individus poursuivis devant les tribunaux internationaux. Il semblerait tout de même que le droit international pénal ait aujourd'hui tendance à concentrer ses efforts sur les plus hauts dirigeants, qu'ils soient civils ou militaires. Pourtant, rien dans les statuts des tribunaux *ad hoc* ne laissait à l'origine présager cela. L'article 1^{er} du statut du TPIY relatif à la « compétence » vient en effet énoncer que « *Le Tribunal international est habilité à juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, conformément aux dispositions du présent statut* »⁹⁹. De la même manière, la

⁹⁹ Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 1993, art.1. A noter que la compétence personnelle TPIR est identique. Voir statut du Tribunal Pénal International pour le Rwanda, 1994, art.1 : « *Le Tribunal international pour le Rwanda est habilité à juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais* ».

compétence de la CPI s'exerce à l'égard des « personnes » ayant commis des crimes relevant de la compétence matérielle de la Cour¹⁰⁰. Néanmoins, dans un contexte où les ressources, aussi bien financières qu'humaines, ne sont pas illimitées, il est parfois nécessaire d'adopter une approche un peu plus ciblée. Cela est d'autant plus vrai pour des tribunaux comme le TPIY ou le TPIR qui n'avaient à l'origine pas vocation à perdurer dans le temps. Par la mise en œuvre d'une stratégie d'achèvement des travaux initiée en 2003, les Nations Unies sont ainsi explicitement venues inciter les tribunaux *ad hoc* à recentrer leur action. La résolution 1503 du Conseil de Sécurité exhorte en effet le TPIY à se focaliser sur « *la poursuite et le jugement des principaux dirigeants portant la plus lourde responsabilité des crimes commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, en déférant devant les juridictions nationales compétentes, selon qu'il convient, les accusés qui n'encourent pas une responsabilité aussi lourde et en renforçant les systèmes judiciaires nationaux, et réaffirmant de la manière la plus énergique cette déclaration* »¹⁰¹. Dans le cas du TSSL, on a pour la première fois fait le choix de préciser dans le statut que le tribunal ne serait habilité qu'à « *juger les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde* »¹⁰². Il en sera de même devant les CETC.

L'article premier de la loi portant création des CETC vient en effet énoncer que « *L'objet de la présente loi est de traduire en justice les hauts dirigeants du Kampuchéa Démocratique et les principaux responsables des crimes et graves violations du droit pénal cambodgien, des règles et coutumes du droit international humanitaire, ainsi que des conventions internationales reconnues par le Cambodge, commis durant la période du 17 avril 1975 au 6 janvier 1979* »¹⁰³. Le rapport du groupe d'experts de l'ONU suggérait initialement que les CETC puissent être habilitées à poursuivre les personnes les plus responsables pour les violations constatées, c'est-à-dire les dirigeants et les subalternes directement impliqués dans la commission de ces atrocités¹⁰⁴. Ce dernier point était loin de

présomés responsables de telles violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994, conformément aux dispositions du présent Statut ».

¹⁰⁰ Statut de Rome, *op. cit.*, art.1 : « *Il est créé une Cour pénale internationale (« la Cour ») en tant qu'institution permanente, qui peut exercer sa compétence à l'égard des personnes pour les crimes les plus graves ayant une portée internationale, au sens du présent Statut. Elle est complémentaire des juridictions pénales nationales. Sa compétence et son fonctionnement sont régis par les dispositions du présent Statut* ».

¹⁰¹ Résolution du Conseil de Sécurité 1503, S/RES/1503 (2003), 28 août 2003. A noter que la résolution 1534, qui concerne cette fois les deux tribunaux *ad hoc*, réaffirmera la position des Nations Unies en la matière : « *Le Conseil de Sécurité [...] Demande à chaque Tribunal de veiller à ce que les nouveaux actes d'accusation qu'il examinera et confirmera visent les plus hauts dirigeants soupçonnés de porter la responsabilité la plus lourde des crimes relevant de leur compétence, comme indiqué dans la résolution 1503 (2003)* » (Résolution du Conseil de Sécurité 1534, S/RES/1534 (2004), 26 mars 2004, §5).

¹⁰² Statut du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone, 16 janvier 2002, art.1.

¹⁰³ Loi portant création des CETC, *op. cit.* art.1.

¹⁰⁴ Report of the Group of Experts, *op. cit.* § 109-110.

faire l'unanimité. Compte tenu du nombre assez élevé d'anciens cadres Khmers rouges ayant rallié le gouvernement, celui-ci souhaitait en effet circonscrire les poursuites à un nombre très limité d'individus. Était notamment avancé, à tort ou à raison, l'argument selon lequel la poursuite d'un grand nombre d'anciens Khmers rouges risquait de mettre en péril la réconciliation nationale.

Sur la base des études récentes, il est désormais possible d'identifier un certain nombre de caractéristiques communes aux auteurs de violences sexospécifiques et plus précisément de violences sexuelles sous les Khmers rouges. Dans la plupart des cas rapportés, les auteurs étaient des soldats ou fonctionnaires Khmers rouges de sexe masculin. Bien que rares, certains cas de violences sexuelles perpétrées par des civils furent également rapportés¹⁰⁵. Dans l'ensemble, les études démontrent que les auteurs de violences sexuelles pouvaient aussi bien être des responsables de rang « supérieur », « intermédiaire » et « inférieur » que de simples soldats. Or, limiter la compétence des CETC à la catégorie des individus les plus responsables implique nécessairement que des milliers de soldats Khmers rouges ne seront jamais traduits en justice.

Pour toutes ces raisons, après l'adoption de la loi portant création des CETC, de nombreux commentateurs se sont inquiétés des répercussions que pourrait avoir cette limitation de la compétence *ratione personae* sur la poursuite des violences sexuelles. Les hauts responsables étant eux-mêmes peu susceptibles d'avoir commis de tels actes du fait de la politique stricte mise en place par le régime, il apparaît à première vue difficile d'engager leur responsabilité.

§2 – La compétence *ratione materiae*: L'importance relative accordée aux crimes de genre

Parce que les CETC ont été conçues comme un tribunal hybride, leur compétence matérielle vient aussi bien intégrer des crimes internationaux que des crimes de droit national. La loi portant création des CETC vient en effet inclure trois comportements réprimés en droit national, à savoir : le meurtre, la torture et la persécution pour motif religieux¹⁰⁶. On remarque immédiatement que le viol en tant que crime national n'y est pas listé et ce, alors même qu'il comptait parmi les infractions réprimées par le code pénal de 1956¹⁰⁷, code alors en vigueur à

¹⁰⁵ NATALE, Katrina, *op. cit.* p.3 ; BRAAF, Rochelle, *Sexual Violence Against Ethnic Minorities during the Khmer Rouge regime*, Cambodia Defenders Project, 2014, p.46.

¹⁰⁶ Loi portant création des CETC, *op. cit.* art.3 : « Les chambres extraordinaires sont compétentes pour juger les suspects qui ont commis les crimes énumérés dans le Code pénal de 1956, entre le 17 avril et le 6 janvier 1979, tels que : l'homicide (Articles 501-503-504-505-506-507 et 508), la torture (Article 500), la persécution religieuse (Articles 209 et 210) ».

¹⁰⁷ Code pénal du Royaume du Cambodge de 1956, arts.443-446.

l'époque où les Khmers rouges ont accédé au pouvoir. Cet oubli, volontaire ou non, ne signifie pas pour autant que le viol ne pourrait pas, en théorie faire l'objet de poursuites en tant que crime international. La loi donne aux CETC compétence, entre autres¹⁰⁸, en matière de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité et d'infractions graves à la quatrième convention de Genève. L'article 4 de la loi, relatif au crime de génocide, ne fait pour sa part état d'aucune violence à caractère sexuel susceptible de constituer un tel crime, à l'exception peut-être des « *mesures visant à entraver les naissances* ». De la même manière, l'article 6 relatif aux infractions graves aux Conventions de Genève ne fait mention ni du viol ni d'aucune autre forme de violence sexuelle et ce, alors même que le TPIR listait dans son statut « *le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur* » en tant qu'infractions graves aux conventions de Genève. L'emploi de la formule « tels que » dans l'article 6 laisse tout de même planer un doute sur le caractère exhaustif de la liste énumérant les actes constitutifs d'infractions graves. On pourrait alors envisager l'éventualité, certes mince, que les viols ou autres violences sexuelles puissent être qualifiées d'infractions graves aux conventions de Genève. Concernant enfin les crimes contre l'humanité, c'est l'article 5 de la loi qui vient définir la compétence des CETC en la matière. Y est listé le crime de viol. Néanmoins, l'emploi de la formule « tels que » laisse là encore planer un doute sur le caractère exhaustif de la liste des actes énumérés. Ainsi, des comportements tels que l'esclavage sexuel, la grossesse forcée ou encore la prostitution forcée pourraient-ils être pris en compte ? Ces comportements sont listés en tant que crimes contre l'humanité dans le Statut de Rome¹⁰⁹. Adopté en 1998, on aurait pu penser que les CETC s'en seraient inspirées. C'est là que réside toute la difficulté puisque, l'article 9 de l'accord entre les Nations Unies et le Cambodge vient pour sa part énoncer que les CETC ont compétence pour les crimes contre l'humanité tels que définis dans le Statut de Rome. Il y aurait alors en apparence conflit avec l'article 5 de la loi. Or, la primauté de l'accord entre les Nations Unies et le Cambodge soulève encore à ce jour des interrogations¹¹⁰. Ainsi, en théorie la politique des mariages

¹⁰⁸ Loi portant création des CETC, *op. cit.* Les CETC sont aussi compétentes pour juger « *les suspects, principaux responsables de destructions de biens culturels durant un conflit armé, conformément à la Convention de La Haye de 1954 pour la Protection des Biens Culturels en cas de conflit armé* » (article 7) et les « *principaux responsables de crimes contre les personnes qui bénéficient de la protection internationale conformément à la Convention de Vienne de 1961 sur les Relations Diplomatiques* » (article 8).

¹⁰⁹ Statut de Rome, *op. cit.* art.7 1) g) : « *Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque : [...] Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable* ».

¹¹⁰ Voir par exemple à ce sujet WILLIAMS, Sarah, *Hybrid and Internationalised Criminal Tribunals: Selected Jurisdictional Issues*, Hart Publishing, 2012, pp. 293-300; EHLERT, Caroline, *Prosecuting the Destruction of*

forcés adoptée en vue de « produire » de nouveaux enfants pour la révolution pourrait éventuellement être qualifiée de crime contre l'humanité de grossesse forcée, à condition bien entendu de satisfaire aux autres critères posés pour la qualification de crime contre l'humanité. Dans la même optique, certains des comportements rapportés sous les Khmers rouges auraient pu correspondre au crime contre l'humanité d'esclavage sexuel. Les études montrent en effet que de nombreuses femmes étaient contraintes d'avoir des relations sexuelles régulières avec des agents Khmers rouges qui semblaient exercer sur elle des prérogatives similaires à celles découlant du droit de propriété¹¹¹. Nous verrons que, dans les faits, ces qualifications n'ont pas été retenues.

A toutes ces omissions, les commentateurs avancent plusieurs explications, la première d'entre elles étant la croyance répandue selon laquelle les viols n'étaient pas monnaie courante sous les Khmer rouges et ce, pour toutes les raisons déjà évoquées. De plus, à l'époque des négociations sur les CETC, très peu de recherches sur la thématique des violences sexuelles sous les Khmers rouges avaient alors été entreprises, la première de ces études ayant en effet été publiée en 2006¹¹². Il n'empêche que ces omissions, qu'elles aient été ou non intentionnelles, sont venues compliquer le travail des acteurs chargés de poursuivre les violences sexospécifiques, acteurs qui eux, n'étaient pas partie aux négociations. On aurait alors pu imaginer qu'après la parution d'études démontrant la prévalence des crimes de genre, mais avant l'inculpation formelle des suspects, les Nations Unies et le gouvernement cambodgien auraient pris la décision d'amender la loi en vue de mieux prendre en compte ces crimes. Contrairement aux tribunaux *ad hoc*¹¹³ ou encore à la CPI¹¹⁴, aucune disposition dans l'accord de 2004 ou dans la version finale de loi portant création des CETC ne prévoyait la possibilité d'amendements futurs. Il semblerait que cette possibilité n'ait jamais été envisagée par aucune des deux parties contractantes.

Cultural Property in International Criminal Law, With a Case Study on the Khmer Rouge's Destruction of Cambodia's Heritage, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, p.190-191.

¹¹¹ BRAAF, Rochelle, *op. cit.* page xiii. Pour qu'un comportement puisse en effet être qualifié d'esclavage sexuel, il faut pouvoir prouver que l'auteur exerçait sur la victime des prérogatives similaires à celles découlant du droit de propriété. Voir sur ce point *Eléments des Crimes de la Cour Pénale internationale*, 2002, arts. 7 1) g)-2, 8 2) b) xxii)-2, et 8 2) e) vi)-2.

¹¹² KASUMI, Nakagawa, *op. cit.*

¹¹³ Le Conseil de Sécurité est seul compétent pour modifier les statuts des TPIY et TPIR par voie de résolution. Néanmoins, depuis leur adoption, aucune modification de la compétence matérielle de ces tribunaux n'a à ce jour été effectuée. Voir par exemple GROVER, Leena, *Interpreting Crimes in the Rome Statute of the International Criminal Court*, Cambridge University Press, 2014, p.76.

¹¹⁴ Statut de Rome, *op. cit.* art.121.

Section 2. Les difficultés inhérentes au recueil des preuves

Aux lacunes de la loi portant création des CETC, sont venues s'ajouter des difficultés dans la conduite des enquêtes, les crimes sexuels n'étant pas les plus aisés à prouver (§1). Dans le prolongement de ce constat, la stratégie adoptée par le bureau des co-procureurs semble avoir tourné le dos à ces crimes sexuels (§2).

§1 - Écoulement du temps et fardeau de la preuve : Des difficultés accrues dans le cas du Cambodge

Que l'on se situe devant une juridiction nationale ou internationale, les crimes sexuels sont bien souvent particulièrement difficiles à prouver. Le bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, dans un « document de politique générale relatif aux crimes sexuels et à caractère sexiste » synthétise assez bien les difficultés auxquelles se heurtent les investigations: « [...] *les enquêtes sur des crimes sexuels et à caractère sexiste présentent des problèmes qui leur sont propres. Ainsi, les violences sexuelles sont notamment peu dénoncées voire passées sous silence pour des raisons sociétales, culturelles ou religieuses, les victimes de tels crimes sont stigmatisées, les enquêtes nationales sont limitées, les preuves disponibles font cruellement défaut et les éléments de preuve scientifiques ou documentaires sont insuffisants, en raison, entre autres, du temps écoulé et du soutien inadapté ou limité des services concernés à l'échelle nationale* »¹¹⁵.

Le cas du Cambodge ne fait pas exception à la règle. Etant donné le laps de temps qui s'est écoulé entre la commission des crimes et la mise en place des CETC, le recueil des preuves s'y avère même dans les faits plus complexe que d'ordinaire. Il semble en effet inévitable que, plus de trente ans après les faits, les preuves ayant alors pu exister soient désormais inutilisables, à commencer par les preuves médico-légales. De plus, il semble également inévitable que trente ans après les faits, le recueil de témoignages s'avère plus délicat, nombre de victimes et de témoins ayant entre temps trouvé la mort. Tout cela venant s'ajouter aux considérations déjà évoquées ayant trait d'une part à la croyance répandue selon laquelle les violences sexuelles n'étaient pas une réalité sous les Khmers rouges, et d'autre part au sentiment de honte ressenti par les femmes victimes de violences sexuelles, sentiment à l'origine du faible taux de signalement de ces violences. Il aura par exemple fallu près de vingt-huit ans à Tang Kim, première femme à s'exprimer publiquement sur les violences

¹¹⁵ Cour pénale internationale, Bureau du Procureur, *Document de politique générale relatif aux crimes sexuels et à caractère sexiste*, Juin 2014, § 50.

sexuelles sous les Khmers rouges, pour sortir de son silence¹¹⁶.

Outre ces difficultés d'ordre pratique, il convient également de noter que le fardeau de la preuve pour les crimes sexuels demeure assez élevé, ou tout du moins plus élevé que pour d'autres crimes¹¹⁷. Et, contrairement aux autres tribunaux internationaux, les CETC ne se sont pas dotées d'un « règlement de preuve et de procédure » en soi. Les règles relatives à la conduite des enquêtes et à la preuve sont contenues dans le règlement intérieur des CETC. Ce règlement intérieur ne fait pour ainsi dire pas mention des violences sexuelles, l'unique référence à ces violences concernant l'enregistrement des interrogatoires¹¹⁸. En l'absence de règles relatives au standard de preuve devant les CETC, il convient de mentionner certaines des règles fondamentales dégagées par les tribunaux *ad hoc*, pionniers en la matière¹¹⁹. Même si ces tribunaux font souvent preuve de souplesse, n'exigeant par exemple pas nécessairement qu'un témoignage décrivant des violences sexuelles soit corroboré¹²⁰ ou déclarant irrecevable le comportement sexuel antérieur ou postérieur d'une victime ou d'un témoin¹²¹, ils écartent souvent les preuves circonstanciellles pour privilégier la preuve « directe »¹²². Ce raisonnement, qui pouvait fonctionner dans les situations au Rwanda ou en Ex-Yougoslavie, s'avère en théorie plus difficile à appliquer à la situation devant les CETC. En ce que les violences sexuelles étaient véritablement encouragées dans les deux situations susmentionnées, on se trouvait plus ou moins en mesure de rapporter des preuves dites directes, comme par exemple l'incitation au viol. Du fait de la politique adoptée par le régime des Khmers rouges, apporter une telle preuve devant les CETC semble à première vue bien complexe. De plus, on constate que bon nombre de témoignages décrivant des crimes sexuels sous les Khmers rouges sont fondés sur le oui-dire, qui ne constitue pas une preuve directe.

¹¹⁶ ANDERSON, Katrina, *op. cit.* p.785.

¹¹⁷ SÁCOUTO, Susanna, & CLEARY, Katherine, « The Importance of Effective Investigation of Sexual Violence and Gender-based Crimes at the International Criminal Court », *American University Journal of Gender, Social Policy and the Law*, Vol.17, 2009, p.356.

¹¹⁸ Règlement intérieur des CETC, *op. cit.* règle 25 4).

¹¹⁹ Loi portant création des CETC, *op. cit.* arts. 20, 23. La loi prévoit en effet que lorsque la législation en vigueur ne traite pas d'une question particulière, les organes des CETC peuvent se référer aux règles de procédures établies au niveau international.

¹²⁰ Règlement de preuve et de procédure du TPIY, art. 96; Règlement de preuve et de procédure du TPIR, art. 96 ; Règlement de preuve et de procédure de la CPI, règle 63 4).

¹²¹ *Ibid.* RPP de la CPI, règle 71.

¹²² La preuve directe suffit en elle-même à prouver un fait. A l'inverse, la preuve circonstancielle, ou preuve indirecte, ne vient pas directement prouver un fait mais constitue plutôt un indice à part duquel on peut déduire un fait.

§2 - La stratégie initiale des procureurs : Les violences sexuelles délibérément mises de côté ?

Ainsi, parce que les crimes sexuels sont par définition difficiles à prouver et parce que les chances d'aboutir *in fine* à une condamnation apparaissent faibles¹²³, les procureurs auraient tendance de manière générale à délibérément les « éviter »¹²⁴. Pour toutes les raisons évoquées, la tâche du bureau du procureur se verrait considérablement compliquée s'il prenait la décision de s'intéresser aux crimes sexuels¹²⁵. Tout se résumerait donc à une histoire de choix. Il s'agirait en quelque sorte d'établir un ordre de priorité, une hiérarchie parmi les crimes poursuivis. Sur ce point, Lars Olsen, chargé de communication juridique auprès des CETC, avait déclaré lors d'un entretien, à propos des crimes sexuels: « *It is not that people don't care, but people make a choice about which crimes deserve most to be prosecuted and which crimes represent the total picture of what happened* »¹²⁶. Bien entendu, il serait inexact de prétendre connaître l'ensemble des motivations derrière l'élaboration d'une stratégie en matière de poursuites. Motivations mises de côté, il nous est tout de même permis de constater dans les faits que, dans le cas du Cambodge, les enquêtes n'étaient pas initialement menées dans le but d'inclure les crimes sexuels dans les actes d'accusation. D'après Silke Studzinsky, avocate internationale pour les parties civiles devant les CETC, les premières investigations furent initiées en 2006, à une période où les études sur les violences sexospécifiques commençaient donc à émerger¹²⁷. Il apparaîtrait pourtant que les enquêtes initialement menées ne s'intéressaient pas, ou très peu, aux violences sexospécifiques. Comme le souligne S. Studzinsky, les enquêteurs concentraient avant tout leurs efforts sur les cas de meurtre, de torture, de travail forcé ou encore de persécution des minorités, ne prenant ainsi pas la peine d'interroger les témoins et victimes sur les violences sexospécifiques¹²⁸. Et,

¹²³ Les chances d'aboutir à une condamnation semblent être d'autant plus faibles quand les crimes sexuels ne se voient à l'origine accorder qu'une importance très relative dans les statuts ; ce qui, nous l'avons vu, s'avère être le cas aux CETC.

¹²⁴ AMBOS, Kai, « Thematic Prosecution of International Sex Crimes: Some Critical Comments from a Theoretical and Comparative Perspective », in Morten Bergsmo (ed.), *Thematic Prosecution of International Sex Crimes*, FICHL Publications Series, No.13, Beijing, 2012, p.301.

¹²⁵ Il est à noter que devant les CETC, ce sont les co-procureurs qui, dans leur « réquisitoire introductif » demandent aux co-juges d'instruction d'enquêter sur un certain nombre de faits (règle 53 du règlement intérieur). En vertu de la règle 55 du règlement intérieur, les juges d'instruction sont « *tenus d'instruire sur les seuls faits visés par le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif* » (règle 55 2) et 3)). Ainsi, si les procureurs n'en font pas la demande, les crimes sexuels ne pourront être instruits. C'est la raison pour laquelle, bien que les enquêtes soient dans les faits conduites par le bureau des co-juges d'instruction, nous parlerons ici de la « stratégie » du bureau des co-procureurs. Voir Annexe 3 « La procédure judiciaire devant les CETC » p. VII.

¹²⁶ Tel que rapporté dans HUY, Samphoas, *op. cit.* p.81.

¹²⁷ European Center for Constitutional and Human Rights, *Criminal prosecution of gender-based crimes*, Mai 2010, p.1.

¹²⁸ *Ibid.* p.2 : « [...] As such, witnesses were not asked about sexual crimes. Even if witnesses mentioned sexual

lorsque ces témoins ou victimes mentionnaient ces violences de leur propre initiative, il n'était de toute façon pas donné suite à leur déclaration.

L'un des autres facteurs pouvant peut-être expliquer cette absence des crimes sexuels dans les réquisitoires introductifs réside très certainement dans le pourcentage très faible de femmes membres du personnel des CETC au stade de l'enquête ; si l'on met bien entendu de côté le fait que le co-procureur national soit une femme¹²⁹. Certains avancent le fait qu'au moment des enquêtes conduites dans les cas 001 et surtout 002, il n'y avait en effet pas assez de femmes aux CETC. Les rares entretiens ayant pu porter sur des faits de violence sexuelle furent pour la plupart menés par des hommes n'ayant pas reçu de formation spécifique en la matière. Malgré l'appel des co-juges d'instruction à faire usage de techniques sensibles aux problématiques de genre lors de la conduite des enquêtes¹³⁰, les CETC n'ont pas entendu, contrairement aux tribunaux *ad hoc*¹³¹ et à la CPI¹³², « formaliser » la nécessité de recruter des femmes ou de dispenser des formations spécifiques puisqu'il n'en est aucunement fait mention ni dans la loi de création, ni dans le règlement intérieur. Pourtant, l'expérience des tribunaux *ad hoc* l'a prouvé, la présence des femmes au sein du corps juridictionnel, ou tout du moins d'experts sur les questions liées aux violences sexospécifiques, peut faire la différence. Dans l'affaire *Akayesu* par exemple, sans l'impulsion de Navanethem Pillay, à l'époque seule femme juge siégeant au TPIR, l'acte d'accusation n'aurait probablement pas été amendé pour y inclure les violences sexuelles¹³³.

Nonobstant les difficultés auxquelles se trouvent confrontées les CETC, (et pas uniquement au stade de l'enquête), les co-procureurs ont tout de même entendu, à l'aide de réquisitoires supplétifs, initier des poursuites vis-à-vis de certaines des violences sexuelles mentionnées au cours de l'introduction et dans le chapitre premier du présent titre. La manière dont ces violences ont jusqu'ici été appréhendées mérite désormais d'être analysée.

crimes voluntarily, their claims were not followed up ».

¹²⁹ Mme Chea Leang, nommée co-procureur national en 2006, est à ce jour toujours en fonction.

¹³⁰ Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Bureau des Co-juges d'instruction, Order on Request for Investigative Action Concerning Forced Marriages and Forced Sexual Relations, 18 décembre 2009, § 15.

¹³¹ Voir par exemple RPP du TPIY, *op. cit.* art.34.

¹³² Statut de Rome, *op. cit.* arts .36 8) a) iii), 36 8) b), 42 9) et 43 6).

¹³³ LUPING, Dianne, « Investigation and Prosecution of Sexual and Gender-Based Crimes before the International Criminal Court », *American University Journal of Gender, Social Policy and the Law*, Vol. 17 (2), 2009, p. 445.

TITRE II. LA RECONNAISSANCE PARTIELLE DES VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES

Ce changement de posture dans l'attitude des procureurs peut en grande partie être attribué à la persévérance des parties civiles qui n'ont cessé de militer pour l'inclusion des violences sexuelles au nombre des charges¹³⁴. En vertu de la règle 55(3) du règlement intérieur des CETC¹³⁵, les co-juges d'instruction ont donc signalé aux procureurs les faits nouveaux qui leur avaient été rapportés par les parties civiles. Les procureurs, au moyen de réquisitoires supplétifs, ont par la suite demandé aux juges d'instruction d'enquêter sur certaines instances de mariages forcés et de viols survenus dans le cadre du mariage forcé. Le 18 décembre 2009, le BCJI a fait droit aux réquisitoires supplétifs qui leur avaient été adressées dans le dossier 002. Avec 780 parties civiles, les mariages forcés représentent aujourd'hui le deuxième chef d'accusation regroupant le nombre le plus élevé de parties civiles devant les CETC, après celui des transferts forcés de population¹³⁶.

Cette prise en compte des violences sexuelles, bien qu'elle constitue une avancée non négligeable, s'avère toutefois être partielle, l'ensemble des violences sexospécifiques recensées sous les Khmers rouges ne faisant pas l'objet de poursuites. Mais, plus, encore que de laisser de côté certains comportements, les qualifications choisies pour les comportements qui eux, sont pris en compte, ne semblent pas susceptibles de refléter de la gravité des crimes commis (chapitre 1). Il conviendra alors d'explorer certaines des problématiques passées sous silence dans le dossier 002, problématiques qui pourraient éventuellement être abordées dans un futur proche (chapitre 2).

Chapitre 1. Une approche différenciée : Mariage forcé et viol marital vs. viol hors mariage

L'acte d'accusation émis par les co-juges d'instruction dans le dossier 002 crée dans les faits une sorte de dichotomie entre les crimes, venant d'une part inclure le mariage forcé (Section I) et d'autre part exclure le viol et autres violences sexuelles commises hors mariage (Section II).

¹³⁴ Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Avocats pour les parties civiles, Second Request for Investigative Actions concerning Forced Marriages and Forced Sexual Relations, 15 juillet 2009; Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Avocats pour les parties civiles, Co-Lawyers for the Civil Parties' Fourth Investigative Request Concerning Forced Marriages and Sexually Related Crimes, 4 décembre 2009.

¹³⁵ Règlement intérieur des CETC, *op. cit.* règle 55 (3) : « Si, au cours de l'instruction, des faits nouveaux sont portés à la connaissance des co-juges d'instruction, ils en informent les co-procureurs, à moins que les faits nouveaux se bornent à aggraver les éléments visés dans un précédent réquisitoire ».

¹³⁶ DE LANGIS & STUDZINSKY, Briefing Paper, *op. cit.* p.7.

Section 1. La compétence des CETC en matière de mariage forcé : Une détermination contraire au principe de légalité ?

Avant de s'intéresser à la qualification retenue par le bureau des co-juges d'instruction (§2), il s'agira tout d'abord de se demander si le mariage forcé peut être distingué du mariage arrangé et ainsi constituer une problématique pouvant conséquemment relever du droit international pénal (§1).

§1 - Mariage forcé et mariage arrangé : Une distinction des plus ténues

Comme le souligne Chile Eboe-Osuji¹³⁷ dans son analyse des arrêts rendus par le TSSL dans l'affaire du Conseil révolutionnaire des forces armées, on dénote une certaine « nervosité » des juges à traiter de la question du mariage forcé¹³⁸. Cette nervosité résiderait en partie dans la volonté d'exclure les mariages arrangés de la compétence du droit international pénal, d'éviter l'amalgame entre mariage forcé et mariage arrangé, cette dernière pratique étant toujours très répandue dans de nombreux pays du monde non-occidental et notamment au Cambodge. Encore très courants aujourd'hui, les mariages arrangés étaient pour ainsi dire la norme avant l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges. Les mariages forcés sous les Khmers rouges se distinguent-ils alors des mariages arrangés ? On retrouve là encore dans cette question l'illustration que les CETC doivent composer avec les standards nationaux.

Plus qu'une union entre deux personnes, le mariage représente au Cambodge l'union entre deux familles¹³⁹. Les familles occupent en effet une place prépondérante dans la sélection des futurs époux. Traditionnellement, la future épouse est souvent issue d'une famille au statut social plus élevé. Pour compenser la différence de statut social, le futur marié doit en général s'illustrer de par ses qualités individuelles¹⁴⁰. A l'inverse, sous les Khmers rouges, tout était organisé par *Angkar*. Les familles des mariés se voyaient ainsi refuser toute implication dans le processus, n'étant, la plupart du temps, même pas autorisés à assister à la cérémonie. Les cérémonies elles-mêmes différaient considérablement du processus

¹³⁷ M. Chile Eboe-Osuji siège en tant que juge à la Cour pénale internationale depuis le 9 mars 2012.

¹³⁸ EBOE-OSUJI, Chile, *International Law and Sexual Violence in Armed Conflicts*, International Humanitarian Law Series, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, p.225.

¹³⁹ MAM, Kalyanee, « The Endurance of the Cambodian Family under the Khmer Rouge Regime: an Oral History », in Susan E. Cook, Ed., *Genocide in Cambodia and Rwanda: New Perspectives*, New Brunswick, NJ: Transaction Publishers, 2006, p.146; JAIN, Neha, « Forced marriage as a Crime against Humanity, Problems of Definition and Prosecution », *Journal of International Criminal Justice*, Vol.6, 2008, p.1023.

¹⁴⁰ HEUVELINE, Patrick, & POCH, Bunnak, « Do marriages forget their past? Marital stability in post-Khmer Rouge Cambodia », *Demography*, Vol.43 (1), 2006, p.101.

traditionnel très festif¹⁴¹. Bien souvent, les unions étaient célébrées « en masse »¹⁴², les couples étant pour ainsi dire mariés à la chaîne. L'après cérémonie différait aussi pendant la période du Kampuchéa démocratique puisqu'une fois mariés, et plus précisément après la consommation du mariage, les époux étaient en général séparés l'un de l'autre. Mais, ce sont véritablement les notions de contrainte et de consentement qui vont venir distinguer le mariage forcé du mariage arrangé.

Comme nous avons pu le voir précédemment, sous les Khmers rouges, les individus se sont vus dénier le droit de choisir leur compagnon, ainsi forcés de s'unir dans la plupart des cas à des inconnus, à quelques exceptions près. Selon certains, la politique ayant trait aux mariages forcés ne pourrait véritablement se différencier des mariages que l'on désigne traditionnellement comme arrangés. Michael Vickery¹⁴³ faisait par exemple valoir à un moment donné que, de la même manière que les individus ne pouvaient se marier sans le consentement des autorités sous les Khmers rouges, les individus ne pouvaient se marier sans le consentement de leur parents dans la société qui précédait l'arrivée au pouvoir du PCK¹⁴⁴. Cette position a été reprise par les équipes de défense qui ont argué que les deux types de mariages étaient, en fait, similaires¹⁴⁵. Même si on ne peut généraliser, les femmes, et surtout les hommes, semblent tout de même jouir d'une autonomie plus grande dans le cadre des mariages arrangés que ce ne fut le cas entre 1975 et 1979¹⁴⁶. Sous les Khmers rouges, les individus risquaient littéralement leur vie s'ils refusaient d'épouser l'homme ou la femme qu'*Angkar* avait choisi pour eux. Sans métaphore aucune, certains étaient mêmes mariés avec un fusil sur la tempe¹⁴⁷. Dans la société traditionnelle cambodgienne, même si les mariages arrangés sont susceptibles d'impliquer certains facteurs de contrainte, il est plus rare d'en arriver à de tels extrêmes¹⁴⁸. Le mariage forcé, tel qu'il a été mis en œuvre entre 1975 et 1979 apparaît par conséquent comme pouvant être qualifié d'acte criminel. Néanmoins, pour entrer dans le champ de compétence des CETC, celui-ci se doit de satisfaire certains critères.

¹⁴¹ MAM, Kalyanee, *Endurance of the Cambodian Family*, *op. cit.* p.147.

¹⁴² NATALE, Katrina, *op. cit.* p.38 ; HEUVELINE & POCH, *op. cit.* p.100.

¹⁴³ Michael Vickery est un historien spécialiste de l'Asie du Sud Est.

¹⁴⁴ VICKERY, Michael, *Cambodia: 1975-1982*, South End Press, Boston, 1984, p.175.

¹⁴⁵ Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ (PTC 75), *Avocats de la Défense*, Ieng Sary's Appeal against the Closing Order, 25 octobre 2010, § 223.

¹⁴⁶ HEUVELINE & POCH, *op. cit.* p.102.

¹⁴⁷ BRAAF, Rochelle, *op. cit.* p.28.

¹⁴⁸ Ce constat ne vient pas pour autant cautionner la pratique des mariages arrangés qui, dans certaines instances, peuvent s'avérer en complète contradiction avec les principes ayant trait au consentement.

§2 - Le mariage forcé en tant qu'« autre acte inhumain » : une qualification empruntée au Tribunal Spécial pour la Sierra Leone

Dans ses réquisitoires supplétifs concernant le dossier 002, le BCP a entendu demander au BCJI d'enquêter sur le mariage forcé en tant que crime contre l'humanité et plus précisément, en tant qu'« autre acte inhumain » constitutif de crime contre l'humanité. Dans leur ordonnance de clôture (acte d'accusation) du 15 septembre 2010, les co-juges d'instruction ont entendu valider la qualification choisie par les procureurs¹⁴⁹. Les équipes de défense, ont pour leur part allégué, dans leurs mémoires respectifs d'appel contre l'acte d'accusation, qu'il s'agissait là d'une qualification contraire au principe de légalité visant à élargir la compétence des chambres au delà de ce qui leur était permis¹⁵⁰. La Chambre de la Cour Suprême des CETC (ci-après : « CCS ») a sur ce point déclaré que « *les crimes reprochés et les modes de participation allégués relèvent de la compétence ratione materiae des CETC a condition qu'ils aient été 1) « explicitement ou implicitement prévus par la [Loi relative aux CETC] » et 2) reconnus par le droit interne cambodgien ou par le droit international entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier 1979* ». En ce que les textes fondateurs des CETC ne venaient pas lister le mariage forcé comme l'un des crimes pour lesquels les chambres auraient compétence¹⁵¹, et en ce que le code pénal cambodgien de 1956 ne venait pas non plus criminaliser cette pratique, il s'agissait alors de se poser la question suivante : le mariage forcé était-il, à l'époque, envisagé comme un crime par le droit international ?

En 1975, trois instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme venaient affirmer que le mariage devait être un acte consenti, à savoir, l'article 16 (2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948¹⁵², la Convention sur le consentement au mariage de 1962¹⁵³ et l'article 23(3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966¹⁵⁴. Néanmoins, aucun de ces instruments ne venait expressément criminaliser le mariage

¹⁴⁹ Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Bureau des co-juges d'instruction, Ordonnance de Clôture, 15 septembre 2010.

¹⁵⁰ Voir par exemple Ieng Sary's Appeal, *op. cit.*

¹⁵¹ L'article 5 de la loi portant création des CETC relative aux crimes contre l'humanité ne fait pas mention du mariage forcé. De même, à supposer que l'accord ONU-GRC ait la primauté, celui-ci vient se référer dans l'article au statut de Rome qui, dans son article 7 ne liste pas non plus le mariage forcé comme crime contre l'humanité.

¹⁵² Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948, art. 16 2) : « *Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux* ».

¹⁵³ Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, 10 décembre 1962.

¹⁵⁴ Pacte International relatif aux droits civils et politiques, 1966, art. 23 3) : « *Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux* ».

forcé¹⁵⁵. De plus, à l'exception du TSSL, aucun tribunal international n'a, à ce jour, reconnu le crime contre l'humanité de mariage forcé¹⁵⁶. Dans son arrêt Brima de 2008, la chambre d'appel du TSSL est en effet venue qualifier le mariage forcé de crime contre l'humanité en tant qu'« autre acte inhumain », renversant ainsi le jugement de la chambre de première instance qui elle, avait retenu la qualification de crime contre l'humanité d'« esclavagisme sexuel ». En faisant cela, la chambre d'appel entendait affirmer que le crime de mariage forcé n'était pas un crime d'ordre purement sexuel, son élément distinctif étant l'imposition d'une conjugalité à un individu¹⁵⁷. L'intention de la chambre d'appel est, sur ce point, très louable. Mais, parce qu'il ne cite pour ainsi dire aucune source permettant d'étayer son argumentation, cet arrêt a également fait l'objet de vives critiques. La Chambre d'appel du TSSL a présenté « la désapprobation de la société » comme seul fondement pour affirmer que le mariage forcé était un acte criminel satisfaisant aux critères de la catégorie des « autres actes inhumains »¹⁵⁸. De l'avis du juge Chile Eboe-Osuji, utiliser la catégorie des autres actes inhumains pour qualifier le mariage forcé de crime contre l'humanité revient dans les faits à « *faire passer par la porte de derrière ce que l'on ne peut faire passer par la porte d'entrée* »¹⁵⁹. Ce commentaire se réfère certainement au fait que la catégorie des autres actes inhumains, du fait de son imprécision, est encore à certains égards, perçue comme une catégorie « fourre-tout »¹⁶⁰, susceptible d'englober un éventail potentiellement large de comportements.

Même si l'on envisageait d'adhérer au raisonnement de la chambre d'appel dans l'affaire Brima et ainsi admettre que le mariage forcé était considéré comme un acte criminel en droit international, cela ne signifie pas pour autant qu'il l'était entre 1975 et 1979. C'est en effet ce que les équipes de défense aux CETC pourraient avancer ; la juridiction du TSSL

¹⁵⁵ Voir TPIY, Chambre de première instance II, *Le Procureur c. Milomir Stakić*, Affaire n° IT-97-24-T, Jugement, 31 juillet 2003, § 721. Comme l'a souligné la chambre de première instance du TPIY dans l'affaire Stakić, les droits contenus dans les instruments internationaux de protection des droits de l'homme ne constituent pas nécessairement des normes reconnues par le droit international pénal.

¹⁵⁶ La pratique des mariages forcés était largement répandue pendant le conflit qui sévit dans les années 1990 et au début des années 2000 en Sierra Léone. Néanmoins, les contextes dans lesquels ces mariages sont intervenus en Sierra Léone et au Cambodge diffèrent considérablement. En Sierra Léone, les femmes étaient enlevées par les rebelles et forcées de leur servir d'épouses. A la différence du Cambodge, il n'y avait pas de cérémonie. Ce phénomène est communément désigné comme phénomène des « *bush wives* » que l'on traduit par « femmes de brousse » ou encore « épouses du maquis ». Pour plus d'informations sur ce phénomène, voir par exemple COULTER, Chris, *Bush Wives and Girl Soldiers*, 1^{re} éd., Cornell University Press, 2009, 304 p.

¹⁵⁷ TSSL, Chambre d'appel, *Prosecutor v. Brima, Kamara & Kanu*, Affaire n°SCSL-2004-16-A, Judgment, 22 février 2008, § 190-195.

¹⁵⁸ GOODFELLOW, Nicholas A., « The Miscategorisation of Forced Marriage as a Crime Against Humanity by the Special Court for Sierra Leone », *International Criminal Law Review*, Vol.11, 2011, p. 854.

¹⁵⁹ EBOE-OSUJI, Chile, *op. cit.* p.229.

¹⁶⁰ JYRKKIÖ, Terhi, « Other Inhumane Acts as Crimes Against Humanity », *Helsinki Law Review*, Vol.1, 2011.

démarrant à partir du 30 novembre 1996¹⁶¹ et la chambre d'appel n'ayant pas précisé à partir de quel moment le mariage forcé avait été criminalisé. De plus, pour pouvoir classer le mariage forcé en tant qu'autre acte inhumain, il faudrait qu'il atteigne un certain seuil de gravité similaire à celui des autres actes figurant sur la liste des crimes contre l'humanité¹⁶².

Quoi qu'il en soit, la chambre préliminaire est venue rejeter l'argumentation de la défense selon laquelle chacun des actes sous-jacents à la catégorie d'« autres actes inhumains » devaient eux-mêmes être criminalisés en droit international. La chambre préliminaire affirme en effet que « *le fait que chacune des sous-catégories des « autres actes inhumains » engage la responsabilité pénale individuelle au regard du droit international revient à vider de son sens la catégorie elle-même* »¹⁶³ et poursuit « *les exigences du principe de légalité s'imposent à l'entière de la catégorie des « autres actes inhumains », et non à chacune de ses sous-catégories* ». En d'autres termes, ce qui compte c'est qu'à l'époque, la catégorie des autres actes inhumains ait été criminalisée en droit international. Sur ce point, la chambre préliminaire se réfère au jugement rendu en appel par la CSS dans le dossier 001 contre Duch¹⁶⁴ (qui se réfère lui-même à la jurisprudence du TPIY et à l'arrêt Brima susmentionné du TSSL) et vient faire remonter la criminalisation en droit international des « autres actes inhumains » à 1945¹⁶⁵. En revanche, pour ce qui est de la qualification du mariage forcé dans cette catégorie, la chambre refuse de se prononcer et estime « *qu'il s'agit d'une question mixte de droit et de fait, et non de compétence* » qui « *sera à trancher au procès, par la Chambre de première instance* »¹⁶⁶. Il faudra donc en définitive attendre que la chambre de première instance se prononce dans le cas 002/02 pour réellement savoir si le mariage forcé pouvait ou non être constitutif de crime contre l'humanité en tant qu'« autre acte inhumain » entre 1975 et 1979. Il nous est tout de même permis de douter, au vu notamment, de l'âge avancé des deux accusés, qu'un jugement dans le dossier 002/02 puisse jamais être prononcé¹⁶⁷.

¹⁶¹ Statut du TSSL, *op. cit.*

¹⁶² Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/TC, Chambre de première instance, Jugement du premier procès dans le cadre du dossier n°002, 7 août 2014, § 438 ; Dossier n° 001118-07-2007-ECCC/TC, Chambre de première instance, Jugement, 26 juillet 2010, § 367 ; Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/BCJI, Chambre préliminaire, Décision relative à l'appel interjeté par Ieng Sary contre l'Ordonnance de Clôture, 11 avril 2011, § 395-396. A noter que les décisions mentionnées apprécient ce seuil au cas par cas.

¹⁶³ *Ibid.* Chambre préliminaire, Décision relative à l'appel de Ieng Sary, § 378. Voir aussi Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ (PTC 145 & 146), Chambre préliminaire, Decision on Appeals by Nuon Chea and Ieng Thirith against the Closing Order, 15 février 2011, § 156.

¹⁶⁴ Dossier n° 001118-07-2007-ECCC/SC, Chambre de la Cour Suprême, Arrêt, 3 février 2012, § 367.

¹⁶⁵ Chambre préliminaire, Décision relative à l'appel de Ieng Sary, *op. cit.* § 380.

¹⁶⁶ *Ibid.* § 397 ; Chambre préliminaire, Decision on Appeals by Nuon Chea, *op. cit.* § 166.

¹⁶⁷ Nuon Chea et Khieu Samphan sont respectivement âgés de 88 et 83 ans.

Section 2. Prise en compte du viol survenu dans le cadre du mariage forcé et paradoxe des qualifications retenues

Bien que les co-procureurs aient fait mention dans leurs réquisitoires à la fois de cas de viols survenus en mariage et de viols survenus hors mariage, ils n'ont pas expressément chargé le BCJI d'enquêter sur ces derniers. Conséquemment, seuls les viols survenus dans le cadre du mariage forcé font aujourd'hui l'objet de poursuites (§1), poursuites qui, à travers la qualification juridique donnée au viol, soulèvent de nombreuses interrogations (§2).

§1 - Perpétuer le mythe d'un régime « vertueux » : L'exclusion du viol perpétré hors mariage

Corollaire de la possible reconnaissance du mariage forcé en tant que crime, les CETC ne pouvaient laisser de côté les violences sexuelles commises dans le cadre de ces mariages. Dans leur ordonnance de clôture du dossier 002, les co-juges d'instruction viennent en effet affirmer qu'« *en imposant la consommation du mariage, les auteurs ont fait subir aux victimes des invasions physiques de caractère sexuel en ayant recours à la contrainte, de telle sorte que le consentement des victimes était absent* »¹⁶⁸. Angkar ne se contentait pas, dans les faits, d'imposer aux individus des unions auxquelles ils n'avaient pas consenti, il leur imposait également de consommer le mariage. Et, pour s'assurer de cette consommation, il était pratique courante pour les soldats de surveiller les nouveaux mariés¹⁶⁹. Si ceux-ci refusaient d'avoir des relations sexuelles, ils pouvaient être envoyés en rééducation, torturés ou tués. Cette peur de la sanction a contraint de nombreux couples à avoir des relations sexuelles qui, au départ, n'étaient pas voulues et qui affectaient de ce fait, aussi bien les femmes, que les hommes. Mais, on constate également des scénarios plus « brutaux », dans lesquels certains hommes n'ont pas hésité à abuser sexuellement leur nouvelle épouse, utilisant très certainement l'excuse du mariage pour ainsi légitimer leur action¹⁷⁰. On relève même des instances dans lesquelles les soldats aidaient les maris à violer leur épouse¹⁷¹. On peut dire en cela, que le viol dans le cadre du mariage forcé faisait véritablement partie de la politique mise en œuvre par le PCK, comme l'énonce lui-même l'acte de clôture : « *Sur la base de ces faits, le crime de viol dans le contexte du mariage forcé était l'un des crimes utilisés par les dirigeants du PCK pour mettre en œuvre le projet commun* »¹⁷².

¹⁶⁸ Dossier n°002, Ordonnance de Clôture, *op. cit.* § 1427.

¹⁶⁹ KASUMI, Nakagawa, *op. cit.* p.17. Après la célébration du mariage, les couples étaient en effet épiés par ceux que l'on désignait par l'appellation « *Chhlop* », ou membres de la milice locale.

¹⁷⁰ *Ibid.* p.13 ; SAVORN, Duong, *op. cit.* p.46.

¹⁷¹ CARMICHAEL, Robert, *Court probes sexual violence under Khmer Rouge*, Deutsche Welle, Human Rights, paru le 14 mai 2014 (<http://www.dw.de/court-probes-sexual-violence-under-khmer-rouge/a-17634912>)

¹⁷² Dossier n°002, Ordonnance de Clôture, *op. cit.* § 1427.

En dehors du mariage forcé, l'ordonnance de clôture du dossier 002 souligne également l'existence d'autres formes de violence sexuelle et notamment du viol. Néanmoins, on relève un certain paradoxe dans l'argumentaire des co-juges d'instruction puisque, même s'ils reconnaissent que les viols hors mariage n'ont pu être empêchés sous les Khmers rouges, on ne peut pas pour autant considérer que les dirigeants y étaient pour quelque chose. Les co-juges d'instruction s'expriment en ces termes : « *Sur la base de ces éléments, les co-juges d'instruction considèrent que la politique officielle du PCK en matière de viol était de prévenir ce crime et d'en punir les auteurs. Même si, de toute évidence, cette politique n'est pas parvenue à empêcher les viols, il ne peut être considéré que le viol était l'un des crimes utilisés par les dirigeants du PCK pour mettre en œuvre le projet commun. Il n'en va pas de même, toutefois, dans le contexte des mariages forcés [...]* ». Cette politique officielle du PCK se réfère bien entendu à tous les éléments dont il a été fait mention dans le premier chapitre.

Toutefois, ce serait mentir que d'affirmer qu'aucun viol commis en dehors du cadre du mariage forcé n'a à ce jour pu être poursuivi. Il convient en effet de mentionner que dans le dossier 001, Kaing Guek Eav a été inculpé et condamné pour une instance de viol survenu hors mariage¹⁷³. Néanmoins, il convient également de mentionner que l'inclusion de cette instance unique de viol n'avait pas pour ambition de reconnaître de manière générale que le viol était l'un des crimes utilisés par les dirigeants du PCK pour mettre en œuvre leur politique. Cette condamnation apparaît en effet plus être le fruit d'une coïncidence qu'autre chose, puisque l'inclusion de ce chef de viol dans l'acte de clôture résulte de son admission par Duch lui-même au cours de la procédure. Les violences sexospécifiques ne faisaient pas initialement partie de la stratégie des procureurs dans le dossier 001.

En tout état de cause, l'inclusion du viol dans l'acte d'accusation du cas 002, même si uniquement commis dans le cadre du mariage forcé, constitue une avancée notable. On constate cependant que la qualification qui lui est dévolue (à différencier de sa définition¹⁷⁴) vient dès le départ amoindrir la portée de cette avancée.

¹⁷³ Dossier n° 001118-07-2007-ECCC/OCIJ, Bureau des Co-juges d'instruction, Ordonnance de renvoi, 8 août 2008, § 105, 137 ; Dossier n°001, Jugement, *op. cit.* § 366 ; Dossier n°001, Arrêt, *op. cit.* § 213.

¹⁷⁴ *Ibid.* Dossier n°001, Jugement, § 362. Dans le dossier n°001, la chambre de première instance vient reprendre la définition du viol telle que dégagée, entre autres, par la chambre de première instance du TPIY dans l'affaire Kunarac précitée, à savoir : « [...] la pénétration sexuelle, fut-elle légère, du vagin ou de l'anus de la victime par le pénis du violeur ou tout autre objet utilisé par lui, ou de la bouche de la victime par le pénis du violeur, dès lors que cette pénétration sexuelle a lieu sans le consentement de la victime ».

§2 - Violences sexospécifiques et droit international coutumier : Le viol, un crime contre l'humanité à part entière ?

Dans le dossier 002, les co-juges d'instruction ont entendu poursuivre le viol dans le cadre du mariage forcé en tant que crime contre l'humanité distinct (et subsidiairement en tant qu' « autre acte inhumain »¹⁷⁵). Néanmoins, la chambre préliminaire, quand elle s'est prononcée sur les appels formés par les équipes de défense contre l'acte de clôture, a refusé de considérer que ces viols puissent être poursuivis comme crimes contre l'humanité de viol distinct et ce, parce qu'à l'époque, « le viol en tant que tel ne figurait pas, au regard du droit international, sur la liste des crimes constitutifs de crimes contre l'humanité ». Elle admet toutefois que ces viols puissent être poursuivis en tant qu' « autre acte inhumain »¹⁷⁶.

Le même raisonnement sera appliqué au dossier 001. Dans cette affaire, pour ce qui concernait l'unique instance de viol précitée, le procureur avait cherché à faire condamner Duch cumulativement pour crime contre l'humanité de viol et de torture. La chambre de première instance va refuser cela et se placer uniquement sur le terrain de la torture. La CSS, tout en optant pour la même solution, va toutefois venir différer dans son approche du crime contre l'humanité de viol. Même si l'article 5 de la loi sur les CETC vient expressément donner compétence aux chambres pour le crime contre l'humanité distinct de viol, la CSS estime que « l'exercice par la juridiction de jugement de la compétence *ratione materiae* qui lui est conférée par l'article 5 de la Loi relative aux CETC doit être vérifiée au regard du principe de légalité »¹⁷⁷ et procède donc à un examen du droit en la matière, aussi bien international qu'interne, entre 1975 et 1979. Sur ce point, elle va réitérer la solution dégagée par la chambre préliminaire dans le cas 002 et constater qu'à l'époque, la notion de viol en tant que crime contre l'humanité était encore « naissante » et n'a en fait commencé à s'affirmer que dans les années 1990¹⁷⁸. Pour ce qui est du droit interne, même si le code pénal cambodgien de 1956 incriminait le viol, la CSS va conclure que cette prohibition ne suffit pas à démontrer l'existence du viol en tant que crime contre l'humanité distinct¹⁷⁹. Ainsi, contrairement à la chambre de première instance qui n'avait pas entendu mener cet examen, elle en conclut qu'entre 1975 et 1979, on ne pouvait identifier un crime contre l'humanité de viol distinct. En revanche, elle va reconnaître qu'il existait bien à cette période un crime contre l'humanité de torture et c'est dans cette catégorie qu'elle va classer le chef de viol.

¹⁷⁵ Dossier n°002, Ordonnance de Clôture, *op. cit.* § 1433.

¹⁷⁶ Chambre préliminaire, Décision relative à l'appel de Ieng Sary, *op. cit.* § 321.

¹⁷⁷ Dossier n°001, Arrêt, *op. cit.* § 174.

¹⁷⁸ *Ibid.* § 179.

¹⁷⁹ *Ibid.* § 182.

Cette conclusion a été vivement critiquée par les procureurs et les parties civiles qui considéraient pour leur part qu'il existait bel et bien à l'époque un crime contre l'humanité de viol, fondant notamment leur argumentaire sur des condamnations post-Seconde Guerre mondiale intervenues en Chine, en Indonésie ou encore en Corée¹⁸⁰.

On pourrait relativiser la situation et se dire que ce qui compte véritablement c'est la prise en compte du viol en elle-même et que sa qualification juridique ne serait ainsi qu'un détail purement technique. Mais, dans les faits, c'est un détail technique qui compte. On ne peut s'empêcher de constater que le fait de qualifier juridiquement le viol de crime contre l'humanité distinct revêt une symbolique importante. Il s'agirait véritablement de reconnaître le crime de viol pour ce qu'il est, de reconnaître sa gravité et par la même occasion, la gravité du contexte dans lequel il est commis. « Réduire » le viol à un acte de torture ou à « autre acte inhumain » vient par la même occasion réduire la portée de sa reconnaissance.

Peut-on alors envisager, malgré la décision de la chambre préliminaire, que soit opérée une requalification du viol en tant que crime contre l'humanité distinct dans le cas 002/02 ? La chambre de première instance dispose en effet de la possibilité de modifier la qualification juridique choisie par les co-juges d'instruction, tant qu'elle n'introduit aucun fait nouveau¹⁸¹. La requalification semble improbable si l'on prend en considération le fait que la SCC s'est déjà prononcée, dans le cas 001, sur l'état du droit international en la matière entre 1975 et 1979. La chambre de première instance, quand elle prononcera son jugement, dans le cas 002/02, s'en tiendra donc certainement à l'interprétation de la SCC¹⁸². Le cas échéant, il en ira certainement de même pour les autres cas initiés devant les CETC. Il semble ainsi improbable que le viol, qu'il soit ou non commis dans le cadre du mariage forcé, puisse être jamais poursuivi et condamné en tant que crime contre l'humanité distinct devant les CETC. Dans l'impossibilité de requalifier les infractions, et dans l'impossibilité d'ajouter de nouveaux faits dans le cas 002, peut-on tout de même espérer que les violences sexospécifiques survenues hors mariage fassent tout de même un jour l'objet d'une plus grande visibilité devant les CETC ?

¹⁸⁰ DE LANGIS & STUDZINSKY, Briefing Paper, *op. cit.* p.10.

¹⁸¹ Règlement intérieur des CETC, *op. cit.* règle 98 2).

¹⁸² Dossier n°002, Chambre de première instance, Trial Chamber President, Memorandum from the Trial Chamber President Nil Noon: Further Information Regarding Remaining Preliminary Objections, 25 avril 2014, § 4: « [...] *the request to recharacterise rape as a separately enumerated crime against humanity have been rejected by the Supreme Court Chamber* ».

Chapitre 2. Développements récents et perspectives de la répression des violences sexospécifiques

Cette question se trouve aujourd'hui au cœur de l'actualité puisqu'elle a fait l'objet d'un développement récent dans le dossier 004 (Section I). Cependant, nous le verrons, ce développement méritera à de nombreux égards d'être nuancé (Section II).

Section I. Le cas 004 : Vers un élargissement du nombre de crimes envisagés ?

De la même manière que dans le dossier 002, c'est à l'aide de réquisitoires supplétifs que le BCP, ou plus précisément le procureur international Nicholas Koumjian, est venu inviter les co-juges d'instruction à enquêter sur des cas de violences sexospécifiques dans les dossiers 003 et 004. Le 31 octobre 2014, le procureur est venu formuler un réquisitoire supplétif dans le cadre du dossier 003 pour inviter le BCJI à enquêter sur des cas de mariages forcés et de viols dans le cadre de ces mariages¹⁸³. En revanche, concernant le dossier 004, le procureur entend s'intéresser aux mariages forcés et aux violences sexuelles commises aussi bien dans le cadre du mariage, qu'à l'extérieur de celui-ci. C'est sur ce dernier point que se trouve l'apport du dossier 004 par rapport au dossier 002, ou au dossier 003 désormais. D'après le communiqué du procureur international¹⁸⁴, le réquisitoire supplétif ferait état d'instances dans lesquelles les femmes condamnées à mort étaient violées avant d'être exécutées et d'autres dans lesquelles les femmes qui étaient violées étaient subséquemment exécutées. Cela recoupe les pratiques que nous nous sommes efforcés de décrire dans le chapitre 1 du titre premier. Ce développement nous permet ainsi d'explorer certaines des problématiques qui, jusqu'ici, n'avaient pas été abordées, en commençant par la question des violences infligées aux femmes qualifiées d'« ennemies » (§1). Nous nous intéresserons ensuite au cas spécifique des violences sexospécifiques subies par les minorités (§2). Bien entendu, il conviendra de garder à l'esprit que, le réquisitoire supplétif étant confidentiel, il s'agira uniquement d'émettre des suppositions.

¹⁸³ Voir le communiqué du Procureur international (<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-prosecutor-files-supplementary-submission-case-003>)

¹⁸⁴ Règlement intérieur, *op. cit.* Règle 54. Le réquisitoire supplétif étant confidentiel, nous ne disposons à ce jour que du communiqué du procureur paru sur le site internet des CETC. (<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-prosecutor-requests-investigation-alleged-sexual-and-gender-based-violence>)

§1 - Crimes de genre survenus hors mariage: Le traitement réservé aux femmes ennemies

Au vu de l'approche adoptée dans le dossier 002, on aurait tendance à penser que les crimes sexuels survenus pendant la période Khmère rouge étaient essentiellement le résultat d'abus de pouvoir, de soldats qui s'étaient manifestement écartés de la politique officielle du régime. Et que, dès lors que ces abus étaient portés à l'attention de leurs supérieurs, les auteurs des faits étaient en principe punis. Or, d'après les avocats des parties civiles, il existe au moins deux scénarios dans lesquels les auteurs de violences sexuelles n'étaient en pratique pas punis. Il s'agissait premièrement du cas dans lequel la violence était commise contre des femmes qualifiées d' « ennemies »¹⁸⁵. Dans un second temps, lorsque l'auteur des faits pouvait démontrer de bons antécédents révolutionnaires, il pouvait être exempté de sanctions¹⁸⁶. Même si l'on recense des cas dans lesquels des femmes soldats Khmers rouges faisaient elles aussi l'objet d'abus sexuels¹⁸⁷, la violence sexuelle hors mariage semble avant tout avoir concerné celles qui étaient qualifiées d'ennemies. Cette qualification regroupait toutes sortes de femmes. Il pouvait s'agir de femmes dont le mari avait été lui-même qualifié d'ennemi, de femmes qui n'habitaient pas dans les régions occupées par les Khmers rouges avant le 17 avril 1975 ou encore de femmes issues des minorités. Il est ainsi de l'avis des parties civiles et autres auteurs que les violences sexuelles constituaient bien un élément à part entière de la politique Khmère rouge, dès lors que l' « ennemi » était concerné. En effet, sans pour autant être prôchée, la violence sexuelle utilisée contre l'ennemi n'était ni prohibée, ni punie.

L'instance de viol pour laquelle Duch fut condamné dans le dossier 001 en est une illustration. Dans ce cas précis, une femme détenue au tristement célèbre centre de détention S-21 ou Tuol Sleng, et officiellement désignée comme « ennemie » de la révolution, s'était vue insérer un bâton dans les organes génitaux par un interrogateur¹⁸⁸. Duch avait déclaré en avoir informé l'un des membres du Comité permanent, organe décisionnel regroupant les dirigeants Khmers Rouges. Pourtant, aucune sanction ne fut ordonnée à l'encontre de l'auteur des faits. Cet exemple démontre bien que, dans un cas au moins, si une femme était qualifiée d'ennemie, la violence sexuelle pouvait être utilisée en toute impunité. Cet exemple démontre également que, dans un cas précis au moins, les supérieurs hiérarchiques étaient bien au courant de l'usage de violence sexuelle mais ne l'ont pas pour autant condamnée. Outre cette

¹⁸⁵ DE LANGIS & STUDZINSKY, Briefing Paper, *op. cit.* p.5.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ KASUMI, Nakagawa, *op. cit.* p.23.

¹⁸⁸ Dossier n°001, Jugement, *op. cit.* § 240.

instance de viol rapportée à S-21 par Duch lui-même, certains témoignages font également état de cas dans lesquels il apparaît douteux que les supérieurs hiérarchiques n'aient pas été au courant de l'usage fait de la violence sexuelle contre l'ennemi. Est ici visé le cas des mutilations sexuelles. Les études conduites au début des années 2000 et jusqu'à ce jour font pour la plupart mention d'instances dans lesquelles des organes sexuels amputés étaient exposés à la vue de tous¹⁸⁹. Cela semble suggérer que les supérieurs hiérarchiques Khmers rouges, ou tout du moins certains d'entre eux, en plus d'avoir eu connaissance des ces comportements, les ont également tolérés. A supposer par conséquent qu'ils n'aient pas ordonné la perpétration de violences sexuelles mais qu'ils l'aient tout de même tolérée, les suspects dans le dossier 004 pourraient éventuellement se voir poursuivis pour négligence, en leur qualité de supérieur hiérarchique. Il ne s'agit là bien entendu que d'une hypothèse.

Intégrer les violences sexuelles commises hors mariage signifierait ainsi reconnaître que ces violences n'étaient pas punies et par extension, reconnaître l'attitude du régime vis-à-vis de femmes ennemies. Mais, plus encore que de reconnaître la politique du régime à l'égard de ces femmes, le dossier 004 pourrait également permettre d'aborder la question plus spécifique des violences sexospécifiques infligées aux minorités. A l'intérieur même du traitement réservé aux ennemies du régime, il semblerait effectivement que les femmes issues des minorités aient été particulièrement susceptibles d'être la cible de telles violences.

§2 – Crimes de genre et génocide : Le traitement réservé aux femmes issues des minorités

La problématique des violences sexuelles subies par les minorités sous les Khmers rouges apparaît être une problématique encore moins documentée que celles des violences sexuelles de manière générale. Les études menées jusqu'alors faisaient mention ici et là de violences perpétrées contre les minorités sans véritablement rendre compte de l'ampleur du problème, affirmant que l'appartenance à une minorité pouvait constituer une source de motivation à la violence sexuelle¹⁹⁰. Une étude parue en juin 2014 vient fournir une vision plus globale du problème¹⁹¹. L'étude en question révèle que même si les violences sexuelles subies par les minorités sont à de nombreux égards similaires aux violences subies par les femmes non issues des minorités, celles-ci présentent également certaines singularités.

Bien que le procureur ne mentionne pas expressément les minorités dans son communiqué, on pourrait imaginer, puisqu'il entend enquêter sur les violences sexuelles

¹⁸⁹ NATALE, Katrina, *op. cit.* p.45.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ BRAAF, Rochelle, *op. cit.*

commises hors mariage, qu'il s'intéresse au cas des minorités en la matière. Il convient alors de présenter brièvement certaines de ces minorités. Les Khmers *Krom*, cambodgiens de souche, ont longtemps occupé les territoires alentours du delta du Mékong. De par les liens étroits qu'ils entretenaient avec le Vietnam, les Khmer *Krom* ont été considérés comme des cambodgiens impurs et ainsi qualifiés d'ennemis au régime¹⁹². Les *Cham* ou *Chvea*, Khmers se réclamant de l'Islam, ont eux aussi été qualifiés d'ennemis¹⁹³, de même que les minorités vietnamiennes et chinoises.

Dans les faits, la violence sexuelle semble avoir été l'un des moyens utilisés par les Khmers rouges pour persécuter les minorités. A propos des Khmers musulmans, une femme interrogée a par exemple déclaré : « *They hated Khmer Muslim. They just had to rape them. They said that they would rape beautiful Khmer Muslim women. But I never witnessed this; I only heard what they said. They persecuted the Khmer Muslim* »¹⁹⁴. Outre le fait de cibler spécifiquement les femmes issues des minorités pour les viols, le mariage forcé apparaît également avoir été utilisé pour détruire l'identité de ces communautés. Les Khmers rouges semblent en effet avoir délibérément opté pour des mariages intercommunautaires plutôt qu'intracommunautaires si l'on peut le formuler ainsi ; les enfants du couple à naître étant alors forcément le fruit d'une certaine mixité. Toujours à propos des Khmers musulmans, une femme interrogée a déclaré : « *During that period, they forced us not to marry with Cham, when we are Cham. They asked us to marry with Khmer but not with Cham* ». Ces comportements seraient-ils susceptibles de constituer des actes de génocide ? Le procureur international avait lui-même répondu à la question par l'affirmative en ces termes : « *If you're preventing births [among an ethnic group], then yes, that's a form of genocide. [...] And one way of preventing births is impregnating women [by men] from outside the ethnic group* »¹⁹⁵. L'article 4 de la loi sur les CETC affirme, comme l'article 6 e) du statut de Rome, que le crime de génocide peut être constitué par des mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Ces comportements pourraient alors en théorie être constitutifs de génocide, à supposer que puisse être prouvé l'élément moral inhérent au crime de génocide ; à savoir, que les comportements en cause résultaient bien

¹⁹² *Ibid.* p.10.

¹⁹³ *Ibid.* p.12.

¹⁹⁴ *Ibid.* p.52.

¹⁹⁵ WHITE, Stuart, *KR « forced minorities to wed »*, The Phnom Penh Post, paru le 3 juin 2014 (<http://www.phnompenhpost.com/national/kr-‘forced-minorities-wed’>)

d'une volonté spécifique de détruire, en tout ou en partie, les minorités citées¹⁹⁶. De même, il faudra également être en mesure de prouver que les minorités évoquées puissent elles aussi constituer du point de vue du droit un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Dans leur acte de clôture du dossier 002, les co-juges d'instruction ont estimé que les groupes *Cham* et vietnamien répondaient aux critères puisqu'ils ont qualifié certains meurtres commis à l'encontre de ces groupes d'actes de génocide¹⁹⁷. C'est toutefois à la chambre de première instance qu'il appartiendra de se prononcer sur la question.

Quoi qu'il en soit, dans son communiqué du 24 avril 2014, le procureur a déclaré que les allégations factuelles contenues dans le réquisitoire supplétif sont susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité d'extermination, de meurtre, d'esclavage, d'emprisonnement, de torture, de viol, de persécution et d'autres actes inhumains. En ce qu'il n'est pas fait mention du crime de génocide, on peut légitimement douter que les violences sexospécifiques subies par les minorités soient jamais poursuivies sur ce fondement. En revanche, le communiqué vient mentionner le crime de persécution. On pourrait supposer que les violences sexuelles dirigées contre les minorités soient alors poursuivies sur ce terrain puisque l'article 5 de la loi sur les CETC vient en effet donner compétence aux chambres pour le crime contre l'humanité de persécution pour motifs politiques, raciaux ou religieux.

Nous pourrions continuer à émettre encore bien des hypothèses. Cependant, il convient également de ne pas perdre de vue la réalité. A ce jour, il semble douteux que le dossier 004 puisse *in fine* conduire au prononcé d'un jugement ; ou tout du moins, pas dans l'immédiat.

Section 2. Les freins à un élargissement des crimes poursuivis

Du fait de l'opposition des magistrats nationaux à entamer des poursuites dans le dossier 004, il semble pour le moment peu probable que le spectre des violences sexospécifiques soit élargi devant les CETC (§1). De ce fait, il apparaît d'autant plus improbable que l'affaire puisse un jour être renvoyée devant les juridictions nationales cambodgiennes (§2).

¹⁹⁶ QUAYLE P. "Unimaginable Evil: The Legislative Limitations of the Genocide Convention", *International Criminal Law Review*, Vol.5 (3), 2005, p.370. Sur la question de l'intention génocidaire de manière générale (et pas seulement via l'usage de violences sexuelles), certains auteurs, dont Peter Quayle ont avancé que le but premier des Khmers Rouges n'était pas de détruire un groupe en tout ou en partie en tant que tel mais plutôt de construire une « utopie marxiste ». Cette approche est très contestée.

¹⁹⁷ Dossier n°002, Ordonnance de Clôture, *op. cit.* §361-362.

§1 - Un développement à nuancer : Une affaire « au point mort »

Il a été constaté un peu plus tôt que, de par leur nature mixte, les CETC devaient composer avec les standards de droit nationaux en matière de poursuites des crimes sexuels. Il s'avère que les CETC, en plus de devoir composer avec ces standards nationaux, doivent plus largement faire avec les ingérences incessantes du pouvoir politique en place, surtout dès lors que sont concernés les dossiers 003 et 004. Le premier ministre, Hun Sen, n'a en effet cessé de s'opposer à l'ouverture de nouvelles enquêtes devant les CETC. Lors d'une visite du Secrétaire général Ban Ki-moon à Phnom Penh en 2009, le premier ministre avait sur ce point déclaré qu'il n'autoriserait pas la poursuite des procédures dans les dossiers 003 et 004 et qu'après la clôture du dossier 002/02, les CETC devront fermer leurs portes¹⁹⁸. Ce refus catégorique, qui s'appuie en apparence sur la volonté de préserver la paix et de favoriser la réconciliation nationale, est également motivé par la peur de certains membres du gouvernement actuel de se voir à leur tour mis en cause devant les CETC. Comme il l'a été souligné un peu plus tôt, nombre d'entre eux sont en réalité d'anciens membres du PCK et anciens soldats Khmers rouges, à commencer par le premier ministre lui-même¹⁹⁹. Dans les faits, il s'avère que certains membres nationaux du personnel des CETC ont entendu relayer la position du gouvernement, s'opposant fermement à l'ouverture de nouvelles procédures dans les dossiers 003 et 004, à commencer par la procureure nationale Chea Leang.

Les procureurs sont en principe chargés de travailler ensemble et de rédiger conjointement les réquisitoires qu'ils entendent adresser aux co-juges d'instruction. Mais, dans le cas où un désaccord surviendrait, la chambre préliminaire peut en principe être saisie²⁰⁰. C'est ainsi que le 3 décembre 2008, la chambre préliminaire a été saisie du différend qui opposait le procureur international à son homologue national. A l'appui de son refus d'entamer des poursuites contre cinq nouveaux suspects, Chea Leang invoque notamment le fait que les suspects en question ne peuvent être qualifiés de « hauts dirigeants du Kampuchéa Démocratique » ou de « principaux responsables » des crimes allégués. Elle a également argué que l'ouverture de procédures à l'encontre de nouveaux suspects pouvait

¹⁹⁸ SOKHA, Cheang, & O'TOOLE, James, *Hun Sen to Ban Ki-Moon : Case 002 last trial at ECCC*, The Phnom Penh Post, paru le 27 octobre 2010 (<http://www.phnompenhpost.com/national/hun-sen-ban-ki-moon-case-002-last-trial-eccc>).

¹⁹⁹ Ancien officier Khmer Rouge à la tête d'un bataillon à l'Est du Cambodge, Hun Sen se réfugiera au Vietnam en 1977 pour échapper aux purges. Il se joindra aux forces vietnamiennes qui chasseront les Khmers Rouges du pouvoir.

²⁰⁰ Le règlement des différends entre les co-procureurs par la chambre préliminaire est prévu par l'article 7 de l'accord GRC-ONU, l'article 20 de la loi portant création des CETC et l'article 71 du règlement intérieur des CETC.

mettre en péril la stabilité de la situation au Cambodge. Enfin, la procureure a souligné le fait que l'ouverture de nouvelles procédures mobiliserait des ressources financières et humaines trop importantes²⁰¹. A l'instar du différend qui opposait initialement les co-procureurs, les juges de la chambre préliminaire se sont également trouvés dans l'impossibilité de parvenir à un vote réunissant une majorité de quatre juges. Et, comme l'a noté la chambre préliminaire elle-même, les instruments qui prévoient qu'elle puisse être saisie pour régler un différend ne fournissent cependant pas de détails sur la manière de procéder²⁰². C'est ainsi qu'elle a déclaré, le 18 août 2009, qu'en l'absence de consensus sur la question, les réquisitoires introductifs du procureur international devaient être transmis aux co-juges d'instruction en vue de l'ouverture de nouvelles enquêtes judiciaires²⁰³.

Sans surprise, les co-juges d'instruction n'ont pas non plus réussi à trouver un terrain d'entente pour conduire les enquêtes. Et, de la même manière que la chambre préliminaire s'est retrouvée dans l'impossibilité de régler le différend qui opposait les co-procureurs, elle s'est révélée incapable de régler celui qui opposait les co-juges d'instruction. A l'inverse des juges nationaux qui se sont alignés sur la position du gouvernement²⁰⁴, les juges internationaux se sont prononcés, en l'absence de consensus, en faveur de l'exécution des actes d'enquêtes ordonnées par le co-juge d'instruction international²⁰⁵. Cela n'a malheureusement pas empêché les désaccords de perdurer, leur paroxysme ayant été atteint le 19 mars 2012, quand le co-juge d'instruction international de l'époque, Laurent Kasper-Ansermet, a présenté sa démission²⁰⁶. Il a depuis été remplacé par l'américain Mark Harmon qui semble poursuivre son travail d'enquête. Le 3 mars 2015, celui-ci a d'ailleurs annoncé la

²⁰¹ Disagreement n°001/18-11-2008-ECCC/PTC, Chambre préliminaire, Considerations of the Pre-Trial Chamber Regarding the Disagreement between the Co-Prosecutors pursuant to Internal Rule 71, 18 août 2009, § 32- 37.

²⁰² *Ibid.* § 20.

²⁰³ *Ibid.* § 45 : « *As the Pre-Trial Chamber has not reached a decision on the Disagreement brought before it, Internal Rule 74(1) provides that the action of the International Co-Prosecutor shall be executed. In the current case, this means that the International Co-Prosecutor shall, pursuant to Internal Rule 53(1), forward the New Introductory Submissions to the Co-Investigating Judges to open judicial investigations* ».

²⁰⁴ Open Society Justice Initiative, *The Future of Cases 003/004 at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*, Octobre 2012, p.9.

²⁰⁵ Dossier n°004/19-01-2012-ECCC/PTC, Chambre préliminaire, Opinion of Pre-Trial Chamber Judges Downing and Chung on the Disagreement Between the Co-Investigating Judges pursuant to Internal Rule 72, 23 février 2012, § 38; Dossier n°003/16-12 -2011-ECCC/PTC, Chambre préliminaire, Opinion of Pre-Trial Chamber Judges Downing and Chung on the Disagreement Between the Co-Investigating Judges pursuant to Internal Rule 72, 10 février 2012, § 50.

²⁰⁶ Voir le communiqué de presse des CETC à ce sujet. (<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/press-release-international-reserve-co-investigating-judge>). Pour une perspective « interne » de certains des différends ayant pu survenir entre les membres internationaux et nationaux des CETC, et notamment les co-juges d'instruction, voir: LEMONDE, Marcel, & REYNAUD, Jean, *Un Juge face aux Khmers Rouges*, Ed. Seuil, 2013.

mise en examen *in absentia* de Meas Muth²⁰⁷ et Im Chaem²⁰⁸, deux des cinq suspects dans les dossiers 003 et 004 ; et ce, sans l’approbation de son homologue national You Bunleng. Une semaine auparavant, le premier ministre avait encore une fois mis en garde le tribunal contre la poursuite des enquêtes dans les dossiers 003 et 004²⁰⁹. Parmi les crimes reprochés aux deux anciens cadres Khmers rouges, des crimes contre l’humanité de meurtre, extermination, réduction en esclavage, emprisonnement, persécution pour motifs politiques et ethniques et autres actes inhumains²¹⁰. Cependant, il convient de noter que les individus en question ne sont pas à ce stade formellement « accusés » puisqu’aucune ordonnance de clôture n’a à ce jour été rendue. Il en va de même pour Ao An, mis en examen dans le cadre du dossier 004 le 27 mars dernier²¹¹.

§2 – L’impossible renvoi devant les tribunaux nationaux

Au vu des disfonctionnements constatés dans le traitement des dossiers 003 et 004, serait-il possible d’envisager que ces dossiers soient renvoyés devant les juridictions nationales du Cambodge, ou celles d’un autre Etat ? Cette procédure de renvoi a été largement utilisée par le TPIY et le TPIR²¹², notamment dans le cadre de leur stratégie d’achèvement des travaux, stratégie mentionnée dans le chapitre second du titre premier. Pour ces tribunaux, la possibilité de renvoyer une affaire devant les juridictions nationales a été prévue dès 1997. L’article 11) *bis* du règlement prévoit en effet qu’une affaire puisse être renvoyée aux autorités d’un Etat « *après la confirmation d’un acte d’accusation et avant le début du procès* ». L’article 11) *bis* vient donc subordonner le renvoi à l’émission d’un acte d’accusation, ce qui, comme nous l’avons constaté, n’est pas encore le cas dans les dossiers 003 et 004. Pour ce qui est de l’Etat devant lequel les affaires peuvent être renvoyées, l’article précise qu’il peut s’agir aussi bien de l’Etat sur le territoire duquel le crime a été commis, que de l’Etat dans lequel l’accusé a été arrêté ou « *ayant compétence et étant tout à fait disposé et tout à fait prêt à accepter une telle affaire* »²¹³. Il apparaît évident que dans le cas du Cambodge, les autorités ne semblent pas disposées à traiter des dossiers 003 et 004.

²⁰⁷ Voir le communiqué du co-juge d’instruction international (<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-investigating-judge-charges-meas-muth-absentia-case-003>)

²⁰⁸ Voir le communiqué du co-juge d’instruction international (<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-investigating-judge-charges-im-chaem-absentia-case-004>)

²⁰⁹ WHITE, Stuart, & TITTHARA, May, *Khmer Rouge duo charged*, The Phnom Penh Post, paru le 3 mars 2015 (<http://www.phnompenhpost.com/khmer-rouge-duo-charged>)

²¹⁰ Communiqués de presse, *op. cit.*

²¹¹ Voir la déclaration du co-juge d’instruction international (<http://www.eccc.gov.kh/fr/articles/déclaration-du-co-juge-d'instruction-international-concernant-le-dossier-n°-004-0>)

²¹² Open Society Justice initiative, *op. cit.* p.18.

²¹³ RPP du TPIY, *op. cit.* art.11 bis) A) iii).

En tout état de cause, il n'existe pas devant les CETC, de mécanisme similaire à celui qui vient d'être décrit devant les tribunaux *ad hoc*. S'agit-il pour autant d'une mauvaise chose ? De nombreux observateurs se sont prononcés contre la possibilité d'un tel renvoi. L'organisation non gouvernementale (ci-après : « ONG ») *Open Society Foundations* par exemple, juge préférable que les dossiers ne puissent être transférés aux juridictions nationales, ou, tout du moins, aux juridictions nationales cambodgiennes. L'organisation estime en effet, qu'à l'image des juges nationaux aux CETC, les juridictions cambodgiennes se trouvent de manière générale dans l'incapacité d'agir indépendamment de la volonté du gouvernement²¹⁴. A l'appui de cet argument, peut, entre autres, être invoqué le fait qu'il aura fallu attendre 2014 pour que le parlement adopte une loi sur le statut des juges et des procureurs et ce, alors même que la Constitution de 1993 le requérait expressément²¹⁵. Ont été adoptées au même moment deux autres lois respectivement relatives à l'organisation des tribunaux et à l'organisation et au fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature. Il s'avère que ces lois viennent en réalité consacrer dans les textes l'emprise de l'exécutif sur le judiciaire²¹⁶. La subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif, qu'il s'agisse des juges nationaux exerçant aux CETC ou des juges exerçant au sein des cours nationales, apparaît par conséquent plus que manifeste et en cela, ne vient certainement pas aider la cause des violences sexospécifiques.

²¹⁴ Open Society Justice initiative, *op. cit.* p.21.

²¹⁵ Constitution de 1993, *op. cit.* art. 116 : « *The statuses of judges, and prosecutors and the functioning of the judiciary shall be defined in separate laws* ».

²¹⁶ SOVUTHY, Khy, *Controversial Judiciary Laws Pass Without Change*, The Cambodia Daily, paru le 13 juin 2014 (<https://www.cambodiadaily.com/archives/controversial-judiciary-laws-pass-in-senate-without-debate-61309/>); CARMICHAEL, Robert, *Legal Experts: Cambodia Judicial Laws of Deep Concern*, Voice of America, paru le 16 juillet 2014 (<http://www.voacambodia.com/content/legal-experts-say-cambodia-judicial-laws-of-deep-concern/1958277.html>); Amnesty International, *Cambodia: Civil society condemns the passing of three flawed judicial reform bills and reiterates call for public consultation: Joint statement*, 26 mai 2014 (<http://www.refworld.org/docid/538d91194.html>)

Conclusion générale

« *The Committee is concerned that the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia (ECCC) have not adequately addressed cases of gender based violence, in particular sexual violence against women committed under the Khmer Rouge regime. The Committee is concerned that the State party lacks other mechanisms, including non-judicial programmes, to provide effective redress to victims of other forms of gender-based violence committed during the Khmer Rouge regime* »²¹⁷. Cet extrait, issu des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes se prononçant sur les rapports périodiques soumis par le Cambodge, vient assez bien conclure la réflexion conduite tout au long de ce mémoire. Cependant, cet extrait ne suffit pas à mettre en perspective toutes les considérations ayant pu mener à cette conclusion.

Il n'est en effet pas si simple d'appréhender les raisons ayant *in fine* conduit les CETC à ne reconnaître que très partiellement la prévalence des violences sexospécifiques sous les Khmers rouges. Si les comparaisons effectuées avec les autres tribunaux internationaux nous ont certes permis de mettre en lumière les faiblesses des CETC dans le traitement de ces violences, elles nous ont également permis de comprendre pourquoi il n'était pas non plus raisonnable de s'attendre à ce que les CETC puissent fournir le même effort en la matière. Comme nous avons pu le voir, le contexte singulier, de même que la période à laquelle les crimes ont été commis, la nature mixte des CETC, ou encore l'influence indue du gouvernement sur l'évolution des procédures, sont des éléments qu'il convient nécessairement de prendre en considération. A l'instar d'un réseau interconnecté, ces éléments apparaissent indissociables les uns des autres.

En tout état de cause et quelles qu'en soient les raisons, l'héritage des CETC en matière de violences sexospécifiques s'avèrera certainement très limité. Du point de vue des victimes, il s'agit d'un bien triste constat. En l'absence d'une réponse pénale adéquate, les femmes disposent-elles tout de même de mécanismes qui leur permettraient, symboliquement, de se voir reconnaître la qualité de victimes ? On pourrait ici dresser un parallèle avec l'instauration des commissions de vérité et réconciliation en Afrique du Sud. Dans le cadre de ces commissions mises en place pour assurer la transition démocratique après l'abolition du régime d'*Apartheid*, les victimes venaient témoigner publiquement des violences qu'elles

²¹⁷ Concluding Observations on the Fourth and Fifth Periodic reports of Cambodia, CEDAW/C/KHM/CO/4-5, 18 Octobre 2013, § 14.

avaient subies. Il en était de même pour les auteurs des crimes qui, en échange de leur témoignage, se voyaient offrir une amnistie. Il ne s'agissait donc pas d'un mécanisme juridictionnel à proprement parler, à l'inverse par exemple des tribunaux *Gacaca* au Rwanda qui eux, pouvaient prononcer des peines. Outre le fait, assurément critiquable, de ne pouvoir prononcer de sanctions pénales²¹⁸, ces commissions offraient tout de même aux individus la possibilité de partager leur expérience et de faire ainsi reconnaître les souffrances dont ils furent victimes.

Au Cambodge, la première commission de ce genre a été initiée par l'ONG *Cambodian Defenders Project*. Fortement influencée par le modèle de la commission pour la réception, la vérité et la réconciliation mise sur pied au Timor Oriental²¹⁹, cette commission, nommée *True Voices of Women under the Khmer Rouge Regime*, s'est pour la première fois réunie en 2011. Il convient de noter que, devant cette commission, les auteurs des faits ne sont pas amenés à s'exprimer et encore moins à recevoir une amnistie. Depuis, deux autres forums se sont tenus en 2012 et en 2013, toujours sous les auspices de l'ONG *Cambodian Defenders Project*.

Comme l'a énoncé le directeur exécutif de l'ONG en question, Sok Sam Oeun, le but de ces commissions est double. Elles visent en premier lieu à fournir aux femmes victimes de violences sexuelles sous les Khmers rouges, un forum où elles peuvent faire part de leur expérience. Et, de par les témoignages recueillis, ces commissions ont vocation dans un second temps à contribuer à documenter les violences sexuelles, à faire en sorte que l'histoire ne fasse pas l'impasse dessus²²⁰. Sur ce point, il apparaît intéressant de signaler que ce sont des étudiants qui sont venus constituer le panel de la commission de 2013, à l'inverse des panels des commissions de 2011 et 2012 qui étaient pour leur part composés d'experts²²¹. Ce fait est bien représentatif du souci des victimes, et plus largement de tous les activistes en la matière, d'informer les nouvelles générations des crimes de genre perpétrés sous les Khmers rouges, pour que jamais plus cela ne se reproduise.

²¹⁸ ANDRIEU, Kora, *Afrique du Sud : la réconciliation à quel prix ?*, Le Monde, paru le 11 janvier 2010. (http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/afrique-du-sud-la-reconciliation-a-quel-prix-par-kora-andrieu_1289994_3232.html)

²¹⁹ YE, Beini, « Transitional Justice Through the Cambodian Women's Hearings », *Cambodia Law and Policy Journal*, Vol.2, Juillet 2014, p.26.

²²⁰ Cambodian Defenders Project, *Women's Hearing: True Voices of Women Under the Khmer Rouge, Report on the Proceedings of the 2011 Women's Hearing on Sexual Violence Under the Khmer Rouge Regime*, Mai 2012, p.iv.

²²¹ YE, Beini, *op. cit.* p.27.

Table des annexes

Annexe 1 : Carte du Cambodge sous le Kampuchéa Démocratique.....I

Annexe 2 : Chbab Srey, Poème Khmer.....II

Annexe 3 : La procédure judiciaire devant les CETC.....VII

Annexes

Annexe 1 : Carte du Cambodge sous le Kampuchéa Démocratique (Yale University, Cambodian Genocide Program)

Annexe 2 : Chbab Srey, Poème Khmer, Code de conduite pour les femmes (tel que reproduit dans : Mélanie Walsh, Project on Women's Rights in Cambodia : LICADHO – UQAM Partnership, Report on the Status of Cambodian Women, Domestic violence, sexual assaults and trafficking for sexual exploitation, UQAM, Institut d'études internationales de Montréal Mars 2007)

Phouchhong leelia! (A kind of melody)

1. This is Phouchhong Leelia and we made it into the rule for girls
2. When ____ (name of the princess) went away with her husband whose name was "bongyaksa" (yaksa = giant/powerful person)
3. Queen Vithmolia" who is the mother said that "my dear daughter"
4. You will go with your husband to the Dragon World
5. When you go to the human being world, you should remember to serve your husband
6. Don't make him unsatisfied, you serve him regularly
7. Don't look down on the owner of the head (poss means don't touch your husband's head)
8. My dearest daughter, no matter how poor you are, follow the woman's rules
9. Your poverty can come from your speech; you have to make the neighbor enjoy the way you talk
10. Another kind of poverty is that you don't know how to think, we should invite the neighbor whether far or near to come and eat the beetle-nut
11. And even though you don't have it, you have to use sweet word so that they will love you
12. Don't be so mean to the neighbor and relative
13. Good position and happiness come from woman
14. Being a woman, no matter what you say, don't be (leh'lah!) talking not serious, not gentle (chatting this and that, this and that)
15. You play childishly and when you see the man try to be near him
16. Laugh without thinking and this kind of thing please the man
17. And this woman is called useless, possess ill behavior
18. You don't feel ashamed of your speech (Cambodian women are not supposed to talk very much and be shy)
19. When you see someone stealing a glance at you, you talk and then you tease with the man, it is not good
20. This woman is called a bad woman who is not afraid of being labeled as the one who is not afraid of the "woman's rule"
21. Taking a seat in the wrong place is not suitable for a woman (if you sit in the wrong place you do not deserve to be a woman in Cambodia)

22. If you don't feel afraid of your husband's feeling and let the other man look down on your husband
23. We call you a woman who is lack of good characteristic
24. You should try to do the work like weaving or knitting
25. Don't delay the work
26. Before you weave the silk you have to make things ready and then do it
27. Don't go for a walk at other people's house
28. Try to work hard and protect yourself since you are a virgin
29. Because when you have a husband you are busy with your children who are crying, you have never time to do things
30. When you feel worried you have no initiative and your ideas are very small and this and that (children) want something to eat and you become more worried and they also cry
31. So you are worried for both of them; they will be quiet as long as you give them something to eat.
32. No matter what you do, you must be skillful and thorough with the weaving
33. Don't keep things complicated otherwise you will lose it
34. My Dear Daughter remember, don't forget
35. Please study woman's rule; be respectful to your husband
36. Serve him well, and keep the three flame
37. You have to keep the fire burning regularly
38. Otherwise it will burn you
39. Don't bring the outside flame into the house and then burn it (refers to not bringing outside problems into the house)
40. The inside flame, if you are not careful, you will burn it outside (refers to not taking internal problems to people outside)
41. If you incite people you will make your children angry, anxious
42. You have to control your spirit and protect the three flame
43. This flame will benefit you the best
44. You will create good position and property which will be perfect
45. One flame is to keep the gratitude toward your parents
46. You have to walk on the way that was paved by your parents and serve your parents well
47. Try to protect it, give it food as desired (give the parents what they want)
48. If you are hungry don't keep it (food) to yourself give it (parents) delicious food regularly
49. Speech (your word must be polite – use very good word) and any duty must be done regularly and very well

50. Another flame is your husband who you stay with forever
51. you should serve well don't make him disappointed
52. Forgive him in the name of woman, don't speak in the way that you consider him as equal
53. No matter what happen we have to wait to listen with the bad word (even if he say something bad you have to listen)
54. Though your husband speak inappropriately you shouldn't let the mother know
55. (husband) will getting angry wife heard the (bad) word from the mother then whisper to the husband
56. This kind of thing doesn't stop but lead to the questioning (of wife and mother – flame inside/outside)
57. You are not quiet but chatting so the problem happen everlasting
58. Confront without stop so no more happiness
59. Complaining/nagging until everyone in district no problem so no happiness
60. This is what we call the three flame that the mother tell the daughter to keep
61. My dear, no matter what your husband did wrong, I tell you
62. To be patient, don't say anything without the husband present
63. Don't curse, don't be the enemy, no matter how poor or stupid you don't look down on.
64. Though poor or stupid you should advise or say something with good words
65. No matter what the husband say, angry and cursing, using strong word
66. Without ending
67. Complaining and cursing because not pleased (husband)
68. You should be patient with him and calm down your anger,
69. Don't be angry and react bad to the one who is your husband
70. You get angry without thinking about yourself as a woman (you have to consider yourself as a girl before you use bad words or appear angry)
71. Deny with rude word will ignite the anger (if you use bad words you will make husband more angry)
72. Stubborn, staring and want to quarrel
73. Igniting that lead to quarrelling
74. Cursing dog and cat, insulting indirectly to hurt the husband feeling (curse the dog or cat because you are afraid to insult him directly – as a way of insulting him vicariously through the cat)
75. Throwing things (without thinking) and then it break,
76. Trying to do things to make the husband lose (surrender/give in)
77. Then feel satisfied. We call this woman the woman who ruin the prestige of the family

78. My Dear Daughter don't do like them they are very wrong
79. Even though your husband curse, you go to sleep and consider
80. And you come back with gentle words and solve that problem
81. What your husband advise you bear in mind (keep in your heart)
82. Don't forget the (husband's) word or you may do something wrong because already told
83. If you don't listen to the order it always create the quarrelling and then bad reputation and never ending quarrelling happen
84. We don't consider this as a woman but as (bouwlai) useless
85. This woman use your mouth to suppress the husband by letting other people know that she is better than him (meaning you talk and complain a lot so people will know and not respect your husband)
86. Because she doesn't use, doesn't let to walk, laugh at
87. Even though your husband ask you to do things don't be lazy to go
88. Don't wait regardless near or far distance, get up and go don't let your husband curse you
89. Don't stay at other people's house long, free or busy, be quick back home
90. My Dear Daughter it is rarely for the woman
91. No matter how good physically you are they won't select you if you don't know all the things
92. You will not be respected, you will be with 100% bad luck
93. You are only beautiful but if you know what to do you will be appreciated.
94. One thing you are beautiful that can't be compared to but even a single rule you don't know
95. You are beautiful but have no idea
96. Though you are black if you are polite
97. You know all the good characteristics
98. It is traditionally called (Kalyan neh) perfect
99. My Dear Daughter, I want to tell you about the bad luck,
100. If you check your husband's head for lice without doing "sampeah" (the palms together)
101. The monk will consider you as a "sak cock" (big white bird) that perches in the house and this is a symbol that you will lose the property.
102. It is not appropriate to step over your husband, just because you want to be quick.
103. The woman is the same as the small bird that fly away
104. And then this bird bring about the bad luck, fly in and fly out of the door
105. Careless ...

106. Consider it as when you light the fire so that the thief can see your location and take your property – you show the way to the thief
107. Another kind of girl laugh loudly (so that neighbors of the neighbors can hear you)
108. If you are this girl we consider you as the bird – sak cho:chat (this kind of bird different but also brings bad luck when it fly into the village)
109. Another kind of girl, when she sleep she turn her back to her husband
110. This one we consider as a bad snake and it shouldn't be let into the house
111. It bring bad luck and the couple will separate
112. The kind of woman who has long hair
113. She combs her hair at the top/mouth of the well like the executioner and the cat who hides its claws
114. She is the worst and cannot be compared to anyone (traditionally the woman cannot comb her hair in public because people will think she is trying to attract the man) this woman can comb her hair for one hour (usually it takes short time)
115. the other kind of woman kicking something loudly
116. When she walk very loudly they consider her step like a lightening sound so that her samput (skirt) it torn apart
117. She walk very loudly
118. So that the houses tremble
119. The other woman see something on the ground and then she move forward without picking it up (as in tidying it)
120. In the future she cannot get organized
121. Then her property will be lost
122. Even at the meal time she eat in a messy way
123. My Dear Daughter you have to listen, these are the 10 bad luck.
124. That you should avoid seven times
125. That is the Buddha (deity)

Annexe 3 : La procédure judiciaire devant les CETC (« Les Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens en un clin d’œil », Mars 2012)

La procédure judiciaire

La procédure judiciaire devant les CETC suit les étapes précisées ci-dessous, en conformité avec la Loi relative aux CETC, l’Accord et le Règlement intérieur des CETC dans le cadre du système de droit romano-germanique.

RÉQUISITOIRE INTRODUCTIF

Rédigé par les co-procureurs, il demande aux -juges d’instruction d’ouvrir une instruction et de proposer des chefs d’accusation.

INSTRUCTION

Les co-juges d’instruction ne sont tenus d’instruire que les faits visés dans le réquisitoire introductif (et dans les réquisitoires supplétifs, le cas échéant) et peuvent mettre en examen toute personne qui y est citée.

AUDIENCES — CHAMBRE PRÉLIMINAIRE

Les parties peuvent faire appel des décisions prises par les co-juges d’instruction et demander l’annulation d’actes d’instruction ou demander une sanction contre toute personne qui entraverait l’administration de la justice.

RÉQUISITOIRE DÉFINITIF

Il est rédigé par les co-procureurs et demande aux co-juges d’instruction de rendre une ordonnance de clôture, qui peut être une ordonnance de renvoi ou de non-lieu.

ORDONNANCE DE CLÔTURE

Rendue par les co-juges d’instruction à la fin de l’instruction, elle est soit une ordonnance de renvoi, soit une ordonnance de non-lieu. Elle tranche toutes les demandes de constitution de partie civile restantes. Elle est également susceptible d’appel devant la Chambre préliminaire.

PROCÈS

Les co-procureurs, les parties civiles, les co-avocats de la défense et les accusés produisent et examinent les éléments de preuve et interrogent les témoins devant la Chambre de première instance de manière à concourir à la manifestation de la vérité.

JUGEMENT

La Chambre de première instance décide si l’accusé est coupable, auquel cas, elle lui inflige une peine spécifique et, le cas échéant, accorde des réparations collectives aux victimes.

APPEL DEVANT LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME

Les co-procureurs, la défense et les parties civiles peuvent faire appel du jugement de la Chambre de première instance. L’arrêt décision de la Chambre de la Cour suprême est définitif et n’est pas susceptible d’appel.

Bibliographie

1. Ouvrages

1.1. Ouvrages généraux

1.1.1 Ouvrages juridiques

BASSIOUNI, Cherif, *Introduction to international criminal law*, Leiden, 2^e éd., Martinus Nijhoff Publishers, 2012, 1260 p.

CIORCIARI, John, & HEINDEL, Anne, *Hybrid Justice, The Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*, University of Michigan Press, 2014, 464 p.

EBOE-OSUJI, Chile, *International Law and Sexual Violence in Armed Conflicts*, International Humanitarian Law Series, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, 354 p.

LEMONDE, Marcel, & REYNAUD, Jean, *Un Juge face aux Khmers Rouges*, Ed. Seuil, 2013, 249 p.

SCHABAS, William A., *Genocide in International Law: The Crime of Crimes*, 2^e éd., Cambridge University Press, 2009, 760 p.

WILLIAMS, Sarah, *Hybrid and Internationalised Criminal Tribunals: Selected Jurisdictional Issues*, Hart Publishing, 2012, 521 p.

1.1.2. Ouvrages sur le Kampuchéa Démocratique

BECKER, Elizabeth, *When the War was Over – The Voices of Cambodia's Revolution and its People*, Simon and Schuster Inc., 1986, 502 p.

CHANDLER, David, *A History of Cambodia*, 3^e éd., Westview Press, 2000, 296 p.

HEDER, Stephen, *Seven Candidates for Prosecution: Accountability for the Crimes of the Khmer Rouge*, Documentation Center for Cambodia, 2^e éd., 2004, 153 p.

KIERNAN, Ben, *The Pol Pot Regime – Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-79*, Yale University Press, 1996, 477 p.

LOCARD, Henri, *Pourquoi les Khmers Rouges*, Vendémiaire Editions, Paris, 2013, 347 p.

SHORT, Philip, *Pol Pot – The History of a Nightmare*, John Murray Publishers, 2^e éd., 2005, 541 p.

VICKERY, Michael, *Cambodia: 1975-1982*, South End Press, Boston, 1984, 361 p.

1.2. Ouvrages et études spécialisés sur les crimes de genre durant le Kampuchéa Démocratique

BRAAF, Rochelle, *Sexual Violence Against Ethnic Minorities during the Khmer Rouge regime*, Cambodia Defenders Project, 2014, 55 p.

JACOBSEN, Trudy, *Lost Goddesses: The Denial of Female Power in Cambodian history* Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies, 2008, 327 p.

KASUMI, Nakagawa, *Gender-Based Violence During the Khmer Rouge - Regime Stories of survivors from the Democratic Kampuchea (1975-1979)*, 2^e éd., Asia Pacific Year Book of International Humanitarian Law, Mars 2008, 31 p.

KASUMI, Nakagawa, *More Than White Cloth – Women's rights in Cambodia*, Phnom Penh: Cambodian Defenders Project, 2006, 106 p.

NATALE, Katrina, *I Could Feel My Soul Flying Away From My body, A Study on Gender-Based Violence During Democratic Kampuchea in Battambang and Svay Rieng Provinces*, Project on GBV during the Khmer Rouge Regime, Cambodian Defenders Project, Novembre 2011, 50 p.

SAVORN, Duong, *The Mystery of Sexual Violence Under the Khmer Rouge*, Cambodian Defenders Project, Open Society Fondation, Juin 2011, 56 p.

SOTHEARY, Yim, *The Past and the Present of Forced Marriages Survivors – Experience Towards Healing*, Cambodian Defenders Project, Avril 2013, 52 p.

2. Articles & Périodiques

2.1. Contributions à des ouvrages collectifs

LEDGERWOOD, Judy, « Death, Shattered Families, and Living as Widows in Cambodia », in Samuel Totten, Ed., *Plight and Fate of Women During and Following Genocide*, Transaction Publishers, 2012, pp. 67-81.

MAM, Kalyanee, « The Endurance of the Cambodian Family under the Khmer Rouge Regime: an Oral History », in Susan E. Cook, Ed., *Genocide in Cambodia and Rwanda: New Perspectives*, New Brunswick, NJ: Transaction Publishers, 2006, pp. 127-171.

STUDZINSKY, Silke, « Neglected Crimes: The Challenge of Raising Sexual and Gender-Based Crimes before the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia », in Susanne Buckley-Zistel, Ruth Stanley, Ed., *Gender in Transitional Justice*, Palgrave Macmillan, 2011, pp. 88-115.

2.2. Articles académiques

AGIRRE ARANBURU, Xavier, « Sexual Violence beyond Reasonable Doubt: Using Pattern Evidence and Analysis for International Cases », *Leiden Journal of International Law*, Vol.23, 2010, pp. 609-627.

AMBOS, Kai, « Thematic Prosecution of International Sex Crimes: Some Critical Comments from a Theoretical and Comparative Perspective », in Morten Bergsmo (ed.), *Thematic Prosecution of International Sex Crimes*, FICHL Publications Series, No.13, 2012, pp. 291-315.

ANDERSON, Katrina, « Turning Reconciliation on Its Head: Responding to Sexual Violence Under the Khmer Rouge », *Seattle Journal for Social Justice*, Vol.3 (2), Janvier 2004, pp. 785-832.

ASKIN, Kelly D., « A Decade of the Development of Gender Crimes in International Courts and Tribunals: 1993 to 2003 », *Human Rights Brief*, Vol.11 (3), 2004, pp. 16-19.

ASKIN, Kelly D., « Holding leaders accountable in the International Criminal Court (ICC) for gender crimes committed in Darfur », *Genocide Studies and Prevention*, vol. 1 (1), Juillet 2006, pp. 13-28.

BARROW, Amy, « UN Security Council Resolutions 1325 and 1820: Constructing gender in armed conflict and international humanitarian law », *International Review of the Red Cross*, Vol.92 (877), Mars 2010, pp. 221-234.

BUNTING, Annie, « Forced Marriages in Conflict Situations: Researching and Prosecuting Old Harms and New crimes », *Canadian Journal of Human Rights*, Vol.1 (1), 2012, pp. 165-185.

CIORCIARI, John D., & HEINDEL, Anne, « Experiments in International Criminal Justice: Lessons from the Khmer Rouge Tribunal », *Michigan Journal of International Law*, Vol.35 5 (2) Juin 2013, pp. 369-442.

DALLMAN, Ashley, « Prosecuting Conflict-Related Sexual Violence at the International Criminal Court », *SIPRI Insights on Peace and Security*, No.2009/1, Mai 2009.

DEFALCO, Randle C., « Accounting for Famine at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia: The Crimes against Humanity of Extermination, Inhumane Acts and Persecution », *The International Journal of Transitional Justice*, Vol.5, 2011, pp. 142-158.

DE LANGIS, Theresa, « A Missed Opportunity, A Last Hope? Prosecuting Sexual Crimes under the Khmer Rouge Regime », *Cambodia Law and Policy Journal*, Vol. 2, Juillet 2014, pp. 39-43.

FRULLI, Micaela, « Advancing International Criminal Law: The Special Court for Sierra Leone Recognizes Forced Marriage as a ‘New’ Crime against Humanity », *Journal of International Criminal Justice*, Vol.6, 2008, pp. 1033-1042.

GONG-GERSHOWITZ, Jennifer, « Forced Marriage: A ‘New’ Crime Against Humanity? », *Northwestern Journal of International Human Rights*, Vol.8 (1), 2009, pp. 53-76.

GOODFELLOW, Nicholas A., « The Miscategorisation of Forced Marriage as a Crime Against Humanity’ by the Special Court for Sierra Leone », *International Criminal Law Review*, Vol.11, 2011, pp. 831-867.

HEUVELINE, Patrick, & POCH, Bunnak, « Do marriages forget their past? Marital stability in post-Khmer Rouge Cambodia », *Demography*, Vol.43 (1), 2006, pp. 99-125.

JAIN, Neha, « Forced marriage as a Crime against Humanity, Problems of Definition and Prosecution », *Journal of International Criminal Justice*, Vol.6, 2008, pp. 1013-1032.

JYRKKIÖ, Terhi, « Other Inhumane Acts as Crimes Against Humanity », *Helsinki Law Review*, Vol.1, 2011, pp. 183-207.

LUPING, Dianne, « Investigation and Prosecution of Sexual and Gender-Based Crimes before the International Criminal Court », *American University Journal of Gender, Social Policy and the Law*, Vol. 17 (2), 2009, pp. 431-496.

MANJOO, Rashida, & MC RAITH, Calleigh, « Gender Based Violence and Justice in Conflict and Post-Conflict Areas », *Cornell International Law Journal*, Vol. 44, 2010, pp. 11-31.

OOSTERVELD, Valerie, « Lessons from the Special Court for Sierra Leone on the Prosecution of Gender-Based Crimes », *Journal of Gender, Social Policy & the Law*, Vol.17 (2), 2009, pp. 407-430.

PARK, Augustine S. J., « Other Inhumane Acts: Forced Marriage, Girl Soldiers and the Special Court for Sierra Leone », *Social and Legal Studies*, Vol.15 (3), 2006, pp. 315-337.

QUAYLE P. “Unimaginable Evil: The Legislative Limitations of the Genocide Convention”, *International Criminal Law Review*, Vol.5 (3), 2005, pp.363-372.

SÁCOUTO, Susanna, & CLEARY, Katherine, « The Importance of Effective Investigation of Sexual Violence and Gender-based Crimes at the International Criminal Court », *American University Journal of Gender, Social Policy and the Law*, Vol.17, 2009, pp. 339-359.

SCHABAS, William A., « Were the atrocities in Cambodia and Kosovo Genocide? », *New England Law Review*, Vol.35 (2), pp. 287-302.

SLATER, Rachel, « Gender Violence or Violence Against Women? The Treatment of Forced Marriage in the Special Court of Sierra Leone », *Melbourne Journal of International Law*, Vol.13, 2012, pp. 732-773.

VAN SCHAACK, Beth, « Obstacles on the Road to Gender Justice: The International Criminal Tribunal for Rwanda as an Object Lesson », *Journal of Gender, Social Policy and the Law*, Vol.17 (2), 2009, pp. 361-406.

WEINER, Phillip, « The Evolving Jurisprudence of the Crime of Rape in International Criminal Law », *Boston College Law Review*, Vol.54 (3), Mai 2013, pp. 1207-1237.

YE, Beini, « Transitional Justice Through the Cambodian Women’s Hearings », *Cambodia Law and Policy Journal*, Vol.2, Juillet 2014, pp.23-38.

2.3. Mémoires & Thèses universitaires

HUY, Samphoas, « Crossing the River of Law: Women’s Participation in Peacebuilding at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia (ECCC) », Master Thesis Submitted to the Graduate School-Newark, Rutgers, State University of New Jersey, Octobre 2013.

KARKARIA, Zal, « Failure through Neglect: The Women’s Policies of the Khmer Rouge in Comparative Perspective », MIGS Fellow and M.A. Candidate, Concordia University Department of History.

MAM, Kalyanee, « An Oral History of Family Life under the Khmer Rouge », Genocide Studies Program, Yale University, 1999.

2.4. Articles de presse et articles en ligne

2.4.1. Articles en ligne

ANDRIEU, Kora, *Afrique du Sud : la réconciliation à quel prix ?*, Le Monde, paru le 11 janvier 2010. (http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/afrique-du-sud-la-reconciliation-a-quel-prix-par-kora-andrieu_1289994_3232.html)

CARMICHAEL, Robert, *Court probes sexual violence under Khmer Rouge*, Deutsche Welle, Human Rights, paru le 14 mai 2014. (<http://www.dw.de/court-probes-sexual-violence-under-khmer-rouge/a-17634912>)

CARMICHAEL, Robert, *Legal Experts: Cambodia Judicial Laws of Deep Concern*, Voice of America, paru le 16 juillet 2014. (<http://www.voacambodia.com/content/legal-experts-say-cambodia-judicial-laws-of-deep-concern/1958277.html>)

CROTHERS, Lauren, *Punish Khmer Rouge Sex Crimes, UN Representative Says*, The Cambodia Daily, paru le 24 avril 2014. (<https://www.cambodiadaily.com/archives/punish-khmer-rouge-sex-crimes-un-representative-says-57225/>)

CROTHERS, Lauren, *Minorities Tell of Suffering Under Khmer Rouge*, The Cambodia Daily, paru le 3 juin 2014. (<http://www.cambodiadaily.com/archives/minorities-tell-of-suffering-under-khmer-rouge-60300/>)

DUBUS Arnaud, *Mariages forces: le crime oublié des Khmer Rouge*, Libération, paru le 28 juin 2011. (http://www.liberation.fr/monde/2011/06/28/mariages-forces-le-crime-oublie-des-khmers-rouges_745623)

ELLEN, Rosa, *Women tell their pain under the Khmer Rouge*, The Phnom Penh Post, paru le 11 octobre 2012. (<http://www.phnompenhpost.com/national/women-tell-their-pain-under-khmer-rouge>)

KHIMM, Suzan, *Saying 'I do' – willingly this time*, The Christian Science Monitor, paru le 16 janvier 2007. (<http://www.csmonitor.com/2007/0116/p20s01-lifp.html>)

SOKHA, Cheang, & O'TOOLE, James, *Hun Sen to Ban Ki-Moon : Case 002 last trial at ECCC*, The Phnom Penh Post, paru le 27 octobre 2010. (<http://www.phnompenhpost.com/national/hun-sen-ban-ki-moon-case-002-last-trial-ecce>)

SOVUTHY, Khy, « Controversial Judiciary Laws Pass Without Change » The Cambodia Daily, paru le 13 juin 2014. (<http://www.cambodiadaily.com/archives/controversial-judiciary-laws-pass-in-senate-without-debate-61309/>)

SOWORN, Sin, & STUDZINSKY, Silke, *Tribunal has failed victims of sex crimes*, The Phnom Penh Post, paru le 11 juin 2012. (<http://www.phnompenhpost.com/national/tribunal-has-failed-victims-sex-crimes>)

WALLSTRÖM, Margot, *The Forgotten KR Victims*, The Phnom Penh Post, paru le 29 mai 2012. (<http://www.phnompenhpost.com/national/forgotten-khmer-rouge-victims>)

WHITE Stuart, *KR « forced minorities to wed »*, The Phnom Penh Post, paru le 3 juin 2014. (<http://www.phnompenhpost.com/national/kr-‘forced-minorities-wed’>)

WHITE, Stuart, & TITTHARA, May, *Khmer Rouge duo charged*, The Phnom Penh Post, paru le 3 mars 2015 (<http://www.phnompenhpost.com/khmer-rouge-duo-charged>)

2.4.2. *Searching for the Truth Magazine, Documentation Center of Cambodia*

ANDERSON, Katrina, « Tang Kim’s Dilemma: Responding to Sexual Violence under the Khmer Rouge », Special English Edition, First Quarter, 2005, pp.28-41.

ANDERSON, Natalae, « Forced Marriage as a Crime against Humanity », Special English Edition, Fourth Quarter, 2010, pp. 23-30.

CHHANG, Youk, « Letter -The 6th Code of Conduct », No.15, Mars 2001, p. 1.

CHHOR, Siv Leng, « Destruction of Family Foundation in Kampuchea », No.11, Novembre 2000, pp. 22-23.

HAMMERBERG, Thomas, « How the Khmer Rouge Tribunal was agreed: Discussions between the Cambodian Government and the UN », No.23, Novembre 2001, pp. 42-45.

HUY, Ratana C., « Khmer Rouge Wedding », No.25, Janvier 2002, pp. 26-28.

MAM, Kalyanee, « Evidence of Sexual Abuse During the Rule of Democratic Kampuchea », No.15, Mars 2001, pp. 2-5.

NHEAN, Socheat, « Taing Kim: Life with Karma and Hunting for Personal Justice », Special English Edition, Fourth Quarter, 2012, pp. 12-13.

ROBERTS, James C., « The Possibility of Bringing Genocide Charges on Behalf of the Khmer Krom », Special English Edition, Fourth Quarter, 2010, pp. 43-54.

SOU SOUR, Bun « A Female Muslim-Khmer Comrade », No.23, Novembre 2001, pp. 19-22.

3. Rapports & Documents officiels

3.1. Législation

3.1.1. Cambodge

Code pénal du Royaume du Cambodge, 1956.

Code pénal du Royaume du Cambodge, 2010.

Constitution du Kampuchéa démocratique, 5 janvier 1976.

Constitution du Royaume du Cambodge, 21 septembre 1993.

Loi pénale et de procédure pénale de l’Autorité Provisoire des Nations unies pour le Cambodge, 10 septembre 1992.

Loi sur la prévention de la violence domestique et la protection des victimes, 2005.

Loi sur la suppression de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle, 2008.

3.1.2. Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Accord entre les l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement Royal du Cambodge pour la poursuite, conformément au droit cambodgien, des auteurs des crimes commis pendant la période du Kampuchéa démocratique, 6 juin 2003.

Loi relative à la création de chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens de 2001, telle qu'en vigueur au 27 octobre 2004.

Règlement intérieur des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, tel que révisé le 3 août 2011.

3.1.3. Tribunaux ad hoc

Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 25 mai 1993.

Règlement de preuve et de procédure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 11 février 1994.

Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 8 novembre 1994.

Règlement de preuve et de procédure Tribunal pénal international, 29 juin 1995.

3.1.4. Tribunal spécial pour la Sierra Leone

Statut du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone, 16 janvier 2002.

3.1.5. Cour pénale internationale

Statut de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998.

Règlement de procédure et de preuve de la Cour pénale internationale, septembre 2002.

Eléments des crimes de la Cour pénale internationale, septembre 2002.

3.1.6. France

Loi n°80-1041 relative a la répression du viol et de certains attentats aux mœurs, 23 décembre 1980.

Loi 2006-399 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs, 4 avril 2006.

Loi no 2010-769 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants, 9 juillet 2010.

3.2. Organisation des Nations Unies

3.2.1. Conventions internationales et déclaration de droits

Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, 7 novembre 1962.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 18 décembre 1979.

Déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948.

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966.

3.2.2. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Concluding Observations on the Fourth and Fifth Periodic reports of Cambodia, CEDAW/C/KHM/CO/4-5, 18 Octobre 2013.

Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes: Cambodge, CEDAW/C/KHM/CO/3, 25 janvier 2006.

Recommandation Générale No.30 sur les femmes dans la prévention des conflits et dans les situations de conflit et d'après-conflit, UN Doc. CEDAW/C/GC/30, 18 octobre 2013.

3.2.3. Conseil des Droits de l'Homme (et ancienne Commission)

CDH, Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Sigma Huda, A/HRC/4/23, 24 janvier 2007.

Conseil Economique et Social, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, E/CN.4/1996/68, 29 janvier 1996.

3.2.4. Résolutions du Conseil de Sécurité

Résolution du Conseil de Sécurité, S/RES/1325 (2000), 31 octobre 2000.

Résolution du Conseil de Sécurité 1503, S/RES/1503 (2003), 28 août 2003.

Résolution du Conseil de Sécurité 1534, S/RES/1534 (2004), 26 mars 2004.

Résolution du Conseil de Sécurité, S/RES/1820 (2008), 19 juin 2008.

Résolution du Conseil de Sécurité, S/RES/2106 (2013), 24 juin 2013.

3.2.5. Rapports du Secrétaire Général

Rapport du Secrétaire général, Étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, A/61/122/Add.1, 6 juillet 2006.

Rapport du Secrétaire général, Violences sexuelles liées aux conflits, S/2012/33, 13 janvier 2012.

Rapport du Secrétaire général, Violences sexuelles liées aux conflits, S/2014/181, 13 mars 2014.

3.2.6. *Autres*

Inter-Agency Standing Committee, Directives en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire: Centrage sur la prévention et la réponse à la violence sexuelle dans les situations d'urgence, Septembre 2005.

International Protocol on the Documentation and Investigation of Sexual Violence in Conflict - Basic Standards of Best Practice on the Documentation of Sexual Violence as a Crime under International Law, 1^{ère} édition, Juin 2014.

ONU Femmes, « Une fenêtre d'opportunité: Faire de la justice transitionnelle une réussite pour les femmes », Deuxième édition, Septembre 2012.

Report of the Group of Experts for Cambodia established pursuant to General Assembly Resolution 52/135, U.N. Doc. A/53/850 - S/1999/23/1, 3 mars 1999.

Review of the sexual violence elements of the judgments of the international criminal tribunal for the former Yugoslavia, the international criminal tribunal for Rwanda, and the Special Court for Sierra Leone in the light of Security Council Resolution 1820, United Nations, Department of Peacekeeping Operations, 2009.

UNDP, UNFPA, UN Women and UNV Regional Joint-Programme for Gender-Based Violence Prevention in Asia and The Pacific, « Why do some men use violence against women and how can we prevent it? Quantitative findings from the United Nations multi-country study on men and violence in Asia and the Pacific », Septembre 2013.

3.3. **Autres rapports & documents pertinents**

3.3.1. *Ministère cambodgien des affaires féminines*

« Violence Against Women – 2009 Follow-Up Survey », Final Study Report, 2009.

3.3.2. *Organisations non-gouvernementales et centres de recherche*

Amnesty International, *Les crimes commis contre les femmes lors des conflits armés*, Décembre 2004.

Amnesty International, *Rape and Sexual Violence, Human Rights Law and Standards in the International Criminal Court*, 2008.

Amnesty International, *Briser le silence: La violence sexuelle au Cambodge*, 2010.

Amnesty International, *Cambodia: Civil society condemns the passing of three flawed judicial reform bills and reiterates call for public consultation: Joint statement*, 26 mai 2014 (<http://www.refworld.org/docid/538d91194.html>)

Cambodian Committee of Women, *Violence Against Women: How Cambodian Laws Discriminate against Women*, Novembre 2007.

Cambodian Defenders Project, *Women's Hearing: True Voices of Women Under the Khmer Rouge, Report on the Proceedings of the 2011 Women's Hearing on Sexual Violence Under the Khmer Rouge Regime*, Mai 2012.

Cambodian Defenders Project, *List of Critical Issues Submitted to the Committee on Elimination of Discrimination Against Women regarding Sexual and Gender-Based Violence (SGBV) in Conflict in Cambodia*, Janvier 2013.

Cambodian Defenders Project, *Gender-based violence during the Khmer Rouge: A forgotten issue?*, Juin 2013.

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights, *The Situation of Women in Cambodia*, Juillet 2004.

Cambodian NGO Committee on CEDAW & Cambodian Committee for Women, *The Cambodian NGO Committee on CEDAW Shadow Report: Assessing the Royal Government of Cambodia's Progress in Implementing the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*, 9 juin 2013.

DE LANGIS, Theresa & STUDINSKY, Silke, *Briefing Paper on the ECCC, the Cambodian Women's Hearing, and Steps for Addressing Sexual Violence under the Khmer Rouge Regime*, Mai 2012.

DEMONT, Floriane, & HEUVELINE, Patrick, *Diversity and Change in Cambodian Households (1998- 2006)*, California Center for Population Research, Décembre 2008.

DUONG, Lai, *Racial Discrimination in the Cambodian Genocide*, Genocide Studies Program, MacMillan Center for International and Area Studies, Yale University, GSP Working Paper No. 34, 2006.

European Center for Constitutional and Human Rights, *Criminal prosecution of gender-based crimes*, Mai 2010.

LICADHO, *Rape and Indecent Assault in Cambodia*, 2004.

Open Society Justice Initiative, *Recent Developments at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*, Février 2012.

Open Society Justice Initiative, *The Future of Cases 003/004 at the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*, Octobre 2012.

RHRC Consortium, *Violences sexo-spécifiques: Manuel d'outils pour l'évaluation préliminaire, la conception, le suivi et l'évaluation de programmes en situations de conflit(s)*, New York, Février 2004.

STAGGS KELSALL, Michelle, et al., *Lessons Learned from the 'Duch' Trial: A Comprehensive Review of the First Case Before the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*, Asian International Justice Initiative's KRT Trial Monitoring Group, 2009.

WALSH, Mélanie, *Project on Women's Rights in Cambodia: LICADHO – UQAM Partnership, Report on the Status of Cambodian Women, Domestic violence, sexual assaults and trafficking for sexual exploitation*, UQAM, Institut d'études internationales de Montréal Mars 2007.

WARD, Jeanne & MARSH, Mendy, *Sexual Violence Against Women and Girls in War and Its Aftermath: Realities, Responses and Required Resources*, Briefing Paper for Symposium on Sexual Violence in Conflict and Beyond, Bruxelles, Belgique, 2006.

4. Jurisprudence & autres documents juridiques pertinents

4.1. Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Dossier n° 001118-07-2007-ECCC/OCIJ, Bureau des Co-juges d'instruction, Ordonnance de renvoi, 8 août 2008.

Dossier n° 001118-07-2007-ECCC/TC, Chambre de première instance, Jugement, 26 juillet 2010.

Dossier n° 001118-07-2007-ECCC/SC, Chambre de la Cour Suprême, Arrêt, 3 février 2012.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Avocats pour les parties civiles, Second Request for Investigative Actions concerning Forced Marriages and Forced Sexual Relations, 15 juillet 2009.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Avocats de la Défense, Ieng Sary's Response to the Co-Lawyers of Civil Parties' Investigative Request concerning Forced Marriage and Forced Sexual Relations, 11 août 2009.

Disagreement n°001/18-11-2008-ECCC/PTC, Chambre préliminaire, Considerations of the Pre-Trial Chamber Regarding the Disagreement between the Co-Prosecutors pursuant to Internal Rule 71, 18 août 2009.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Avocats pour les parties civiles, Co-Lawyers for the Civil Parties' Fourth Investigative Request Concerning Forced Marriages and Sexually Related Crimes, 4 décembre 2009.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Bureau des Co-juges d'instruction, Order on Request for Investigative Action Concerning Forced Marriages and Forced Sexual Relations, 18 décembre 2009.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ, Bureau des co-juges d'instruction, Ordonnance de Clôture, 15 septembre 2010.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ (PTC 145), Avocats de la Défense, Ieng Thirith Defence Appeal against the Closing Order, 18 octobre 2010.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ (PTC 75), Avocats de la Défense, Ieng Sary's Appeal against the Closing Order, 25 octobre 2010.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ (PTC 145 & 146), Chambre préliminaire, Decision on Appeals by Nuon Chea and Ieng Thirith against the Closing Order, 15 février 2011.

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/BCJI, Chambre préliminaire, Décision relative à l'appel interjeté par Ieng Sary contre l'Ordonnance de Clôture, 11 avril 2011.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/TC, Avocats pour la défense, Ieng Sary's Request for Leave to Reply or in the alternative an Oral Hearing & Reply to the Civil Party Lead Co-Lawyers Response to the Co-Prosecutors Request to Re-characterize the Facts Establishing the Conduct of Rape as a Crime against Humanity, 1 août 2011.

Dossier n°003/16-12 -2011-ECCC/PTC, Chambre préliminaire, Opinion of Pre-Trial Chamber Judges Downing and Chung on the Disagreement Between the Co-Investigating Judges pursuant to Internal Rule 72, 10 février 2012.

Dossier n°004/19-01-2012-ECCC/PTC, Chambre préliminaire, Opinion of Pre-Trial Chamber Judges Downing and Chung on the Disagreement Between the Co-Investigating Judges pursuant to Internal Rule 72, 23 février 2012.

Dossier n°002, Chambre de première instance, Trial Chamber President, Memorandum from the Trial Chamber President Nil Noon: Further Information Regarding Remaining Preliminary Objections, 25 avril 2014.

Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/TC, Chambre de première instance, Jugement du premier procès dans le cadre du dossier n°002, 7 août 2014.

4.2. Tribunal spécial pour la Sierra Leone

Chambre de première instance II, *Prosecutor c. Brima, Kamara & Kanu*, Affaire n° SCSL-04-16-T, Jugement, 20 juin 2007.

Chambre d'appel, *Prosecutor c. Brima, Kamara & Kanu*, Affaire n° SCSL-2004-16-A, Judgment, 22 février 2008.

4.3. Tribunal pénal international pour le Rwanda

Chambre de première instance I, *Le Procureur c. Jean Paul Akayesu*, Affaire n° ICTR-96-4-T, Jugement, arrêt du 2 septembre 1998.

4.4. Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Chambre de première instance, *Le Procureur c. Anto Furundzija*, Affaire n° IT-95-17/1-T, Jugement, 10 décembre 1998.

Chambre de première instance, *Le Procureur c. Zejnil Delalic et al.*, Affaire n° IT-96-21-T, Jugement, 16 novembre 1998.

Chambre de première instance, *Le Procureur c. Dragoljub Kunarac et al.*, Affaire n° IT-96-23-T & IT-96-23/1-T, Jugement, 22 février 2001.

Chambre d'appel, *Le Procureur c. Dragoljub Kunarac et al.*, Affaire n° IT-96-23 & IT-96-23/1-A, Arrêt, 12 juin 2002.

Chambre de première instance II, *Le Procureur c. Milomir Stakić*, Affaire n° IT-97-24-T, Jugement, 31 juillet 2003.

4.5. Cour pénale internationale

Cour pénale internationale, Bureau du Procureur, « Document de politique générale relatif aux crimes sexuels et à caractère sexiste », Juin 2014.

4.6. France

Cass. Crim. 11 juin 1992, n° 91-86346, Bulletin criminel 1992 N° 232, p. 640.

Cass. Crim. 5 sept. 1990, n°90-83786, Bulletin criminel 1990 N° 313, p. 790.

5. Supports audiovisuels

PHAT, Rachana & CHHANG, Youk, « The Khmer Rouge Rice Fields: The Story of Rape Survivor Tang Kim », Documentation Center of Cambodia, 2004.

SUON, Guillaume & CHAN, Linda, « Red Wedding », Bophana Production, Bophana Center, Tipasa Production, 2012.

Table des matières

Remerciements et dédicaces

Table des abréviations

Sommaire

Introduction générale..... 1

TITRE I. CONSIDÉRATIONS PRÉALABLES À L'ACTION DES CETC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES 8

Chapitre 1. Les obstacles liés aux conceptions nationales : Idéologie Khmère rouge et mœurs populaires 8

Section 1. Une entreprise criminelle singulière : La quête d'une société morale et égalitaire 8

§1 - Mise en place d'une égalité théorique entre les sexes : A travail égal, souffrance égale 9

§2 - Régulation et répression des comportements sexuels sous les Khmers rouges 11

Section 2. Les violences sexospécifiques en droit cambodgien 14

§1 - Statut de la femme et violences sexospécifiques au Cambodge: Des thématiques dignes d'intérêt ? 14

§2 - Les évolutions du droit national : Un cadre juridique encore imparfait 17

Chapitre 2. Les obstacles liés à la compétence des CETC et à la singularité des crimes sexuels 20

Section I. Les limites matérielles de la loi portant création des CETC_ 20

§1 - Une compétence ratione personae traditionnelle en droit international: Juger les plus hauts responsables 20

§2 - La compétence ratione materiae: L'importance relative accordée aux crimes de genre 22

Section 2. Les difficultés inhérentes au recueil des preuves 25

§1 - Écoulement du temps et fardeau de la preuve : Des difficultés accrues dans le cas du Cambodge 25

§2 - La stratégie initiale des procureurs : Les violences sexuelles délibérément mises de côté ? 27

TITRE II. LA RECONNAISSANCE PARTIELLE DES VIOLENCES SEXOSPÉCIFIQUES DEVANT LES CETC..... 29

Chapitre 1. Une approche différenciée : Mariage forcé et viol marital vs. viol hors mariage 29

Section 1. La compétence des CETC en matière de mariage forcé : Une détermination contraire au principe de légalité ? 30

§1 - Mariage forcé et mariage arrangé : Une distinction des plus ténues 30

§2 - Le mariage forcé en tant qu'« autre acte inhumain » : une qualification empruntée au Tribunal Spécial pour la Sierra Leone 32

Section 2. Prise en compte du viol survenu dans le cadre du mariage forcé et paradoxe des qualifications retenues 35

§1 - Perpétuer le mythe d'un régime « vertueux » : L'exclusion du viol perpétré hors mariage 35

§2 - Violences sexospécifiques et droit international coutumier : Le viol, un crime contre l'humanité à part entière ? 37

Chapitre 2. Développements récents et perspectives de la répression des violences sexospécifiques 39

Section I. Le cas 004: Vers un élargissement du nombre de crimes envisagés? 39

§1 - Crimes de genre survenus hors mariage: Le traitement réservé aux femmes ennemies 40

§2 - Crimes de genre et génocide : Le traitement réservé aux femmes issues des minorités 41

Section 2. Les freins à un élargissement des crimes poursuivis 43

§1 - Un développement à nuancer : Une affaire « au point mort » 44

§2 – L'impossible renvoi devant les tribunaux nationaux 46

Conclusion générale 48

Table des annexes

AnnexesI

Annexe 1 : Carte du Cambodge sous le Kampuchéa DémocratiqueI

Annexe 2 : Chbab Srey, Poème Khmer II

Annexe 3 : La procédure judiciaire devant les CETC VII

Bibliographie

Tables des matières